

CENTRAIDER

coopération internationale et solidarité

DOSSIER

L'EAU : L'ENJEU DU XXI^E SIÈCLE

JEAN-FRANÇOIS CAMILLERI
« Le Cinéma peut rendre le monde meilleur »

INFOGRAPHIE
L'usage de l'eau

TÉMOIGNAGES
L'accès à l'eau et à
l'assainissement pour tous



45
novembre 2019

SOMMAIRE



« Le cinéma peut rendre le monde meilleur »

Jean-François Camilleri

P.8



L'eau et l'assainissement

Dossier

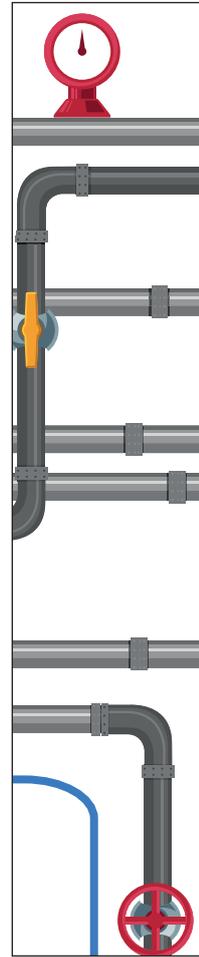
P.10



L'Usage de l'eau

Infographie

P.18



L'approche WASH / EAH

Fiche méthodologique

P.22



TÉMOIGNAGES
en Centre-Val de Loire

P.24

REVUE DU RÉSEAU N°45 - L'EAU : ENJEU DE XXI^e SIÈCLE

Comité de rédaction Centraider • **Contributeurs** Agence de l'Eau Loire-Bretagne, Les Amis de Nafadji, Association Ghimao, Association Médina, Association Saint-Amandoise d'Aide aux Lépreux (ASAAL), Coalition Eau, Echo Studio, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Institut International d'Ingénierie de l'Eau et l'Environnement (2iE), Les Jardins de Béréba, Lycée Sainte-Marguerite, Mascara Renewable Water, Métropole Tours Val de Loire, Odial Solutions, pS-Eau, Région Centre-Val de Loire, Solidarité Eau Europe (SEE), Ville de Chécy

• **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flickr, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com • **Remerciements** Jean-François Camilleri, Serge Hayat, Région Centre-Val de Loire • **Elaboration de la revue** Equipe de Centraider • **Coordination et création graphique** Guillaume Guetreau • **Visuel de couverture** Unsplash.com • **Directeur de publication** Renaud Mettre • **Imprimeur** Imprimerie • **ISSN** : 2270-8377

• **Contact** Guillaume Guetreau, chargé de communication / guillaume.guetreau@centraider.org / contact@centraider.org • **CENTRAIDER** est une association loi 1901 soutenue par la Région Centre-Val de Loire et l'Etat français • www.centraider.org



À

ÉDITO

pour trouver des traces de vie, comment ne pas rappeler que l'EAU est l'élément fondamental de la vie sur Terre ! Tout être vivant est composé d'une part importante d'eau, à savoir pour l'Homme plus de 70% ! C'est dire l'importance que revêt l'accès à l'eau pour l'Homme, son alimentation, et plus généralement pour son Environnement.

Or, si dans les pays occidentaux nous avons tous généralement accès à une eau de qualité et aux services d'assainissement associés, en 2017, il y avait dans le monde 29% de la population (2,2 milliards de personnes) qui n'avait pas accès à des services d'alimentation en eau potable et près du double soit 55% de la population mondiale (4,2 milliards) qui ne disposait pas de services d'assainissement. De plus dans le contexte actuel de changement climatique, l'eau douce a tendance à se raréfier de façon préoccupante pour la consommation humaine, mais également pour l'agriculture et l'industrie. Cette situation, dramatique dans certains pays comme ceux du Sahel, appelle donc inévitablement la mise en place de politiques rigoureuses pour l'accès à l'eau et la gestion durable des ressources.

C'est à l'appui de ce constat que de nombreuses ONG de la région Centre-Val de Loire se sont penchées sur les situations dramatiques de la population dans les Pays les Moins Avancés (PMA) et les plus impactés par le manque d'eau. De ce fait,

une époque où nos scientifiques recherchent de l'eau sur les planètes de notre système solaire

elles ont inscrit dans leurs actions des programmes d'accès à l'eau et à l'assainissement, volet indispensable pour en préserver sa qualité. Outre le fait de subvenir aux besoins essentiels, ces actions se traduisent par des résultats majeurs en termes de santé publique en éradiquant les maladies hydriques qui affaiblissent les populations, notamment les plus fragiles, et en particulier les nourrissons et les enfants. A cela, il faut également ajouter des impacts importants sur plusieurs Objectifs du Développement Durable dont la lutte contre la Faim, l'éradication de la Pauvreté, l'accès à l'Education et l'Égalité entre les sexes. Par ailleurs, les programmes de sensibilisation et de formation les accompagnant permettent de pérenniser les structures mises en place localement. Malgré les efforts déjà entrepris, les attentes sont loin d'être satisfaites et il est souhaitable que se renforcent les liens déjà tissés entre les professionnels du secteur de l'eau présents en grand nombre dans notre région, les bailleurs de fonds privés ou institutionnels et les ONG œuvrant dans les PMA. Aussi, le rôle important des entreprises privées et des programmes de recherche dans l'innovation est à soutenir car il permet d'adapter les réponses aux enjeux du terrain dans le contexte critique d'augmentation de la population mondiale et de changement climatique. Tous ces efforts coordonnés devraient permettre aux populations les plus affectées par le manque d'eau d'avoir accès dans un avenir proche à un élément capital pour la Vie sur notre planète. C'est un défi qu'à notre échelle par souci de solidarité nous devons tous essayer de relever pour le bien de l'Humanité.



”

L'EAU n'est pas nécessaire à la vie, elle est la VIE

Antoine de Saint Exupéry

Jean-Claude Lézier > Administrateur à Centraider

LES ATELIERS DE FORMATION



Une formation dédiée à l'animation du Festival ALIMENTERRE.

Vendredi 27 septembre - Blois
Intervenant·e·s : Claire Coulanges-Faure et Sylvain Thibaut, DRAAF Centre-Val de Loire ; Danuta Rzewuski, REDsi; Guillaume Guetreau, Centraider
25 participants

A l'occasion de l'édition 2019 du Festival ALIMENTERRE (du 15 octobre au 30 novembre), une formation spécialement dédiée à la découverte d'outils pour l'animation de débats complémentaires à la projection des films de la sélection 2019 s'est déroulée le 27 septembre dernier au lycée horticole de Blois.

A l'initiative de la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt Centre-Val de Loire, cette journée était destinée principalement aux enseignants d'établissements agricoles de la région. Centraider a été associé à la journée contribuant à une ouverture aux acteurs associatifs régionaux.

Après une présentation du contexte dans lequel s'inscrit le Festival auprès des établissements d'enseignement agricole (notamment dans le cadre du plan « Enseigner à produire autrement 2 »), les participants ont pu voir quelques extraits des films de la sélection 2019 et découvrir au travers d'un « barcamp » les initiatives menées pendant le Festival par 3 établissements à Blois, Châteauroux et Mignéres. Ils ont pu aussi découvrir de nombreux jeux pour animer les débats comme « Agro Challenges », un jeu de cartes pour se former à l'agro-écologie et se questionner sur les problèmes et solutions existants dans le monde agricole. « Jeux de la Ficelle », Débats-mouvant, « Jeux du pas en avant » étaient aussi au programme de cette journée d'échanges animée notamment par Danuta Rzewuski du réseau REDsi.

UNE NOUVELLE VAGUE DE SERVICES CIVIQUES INTERNATIONAUX ARRIVE ET S'ENVOLE !

Financer son projet de solidarité internationale pour l'accès à l'eau et à l'assainissement avec l'Agence de l'eau Loire-Bretagne

Jeudi 19 septembre - Blois
Intervenant : Hervé Gilliard, chef de projet « relations internationales » de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne
16 participants



Lors de cet atelier, Hervé Gilliard, a exposé la politique internationale de l'Agence dans le cadre de son 11^{ème} programme 2019-2024.

L'Agence Loire-Bretagne consacre 1% de ses ressources pour aider les associations et collectivités du bassin à mener des projets de coopération internationale pour l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement. Les porteurs de projet sont encouragés à prendre contact avec la délégation Centre-Loire, bien en amont du dépôt des demandes de financement. La dimension de pérennisation des infrastructures et services est exigée pour tous les projets déposés.

Après une première expérimentation en 2017-2018 en partenariat avec la Région Centre-Val de Loire et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Centraider remet le couvert avec La Ligue de l'enseignement Centre-Val de Loire avec une cohorte de 17 volontaires. En plus d'un Tchèque et de Marocains (pays déjà impliqués lors l'expérimentation précédente), des Sénégalais, une Portugaise et des Mauritanien sont accueillis cette année. Un nouveau pays est proposé aux jeunes Français : le Sénégal grâce à un partenariat naissant entre les villes de Bourges et Diourbel.

Grâce au travail de La Ligue, le processus de formation s'est renforcé : les 17 jeunes, 8 Français, 2 Sénégalais, 1 Tchèque, 1 Portugaise, 2 Mauritanien et 3 Marocaines se sont retrouvés à Romorantin pour 4 jours de formation en octobre. Ils ont échanger, partager et envisager ensemble leurs missions. Ils ont surtout se préparer à passer 7 mois loin de chez eux et de leurs habitudes pour la découverte de nouvelles cultures, environnements, etc. Le 19 octobre c'était le départ vers les structures d'accueil.

Cette nouvelle vague d'envoi et d'accueil est à nouveau rendue possible par l'implication de la Région Centre-Val de Loire. La Région a mis ses moyens au service de la mobilité

internationale des jeunes, en particulier au travers d'aides spécifiques destinées à aider financièrement et logistiquement les structures d'accueil. Les villes et régions partenaires accueillent en Allemagne, République Tchèque pour l'Europe et Maroc, Sénégal pour le continent africain ; elles participent en prenant en charge les hébergements pour les jeunes Français. Sur le sol national ce sont des associations et des collectivités qui accueillent les jeunes étrangers pour des missions très diverses : la sensibilisation aux économies d'eau, l'ouverture à l'altérité, l'accompagnement de jeunes enfants, la promotion de l'Europe et de la mobilité internationale, etc. Les jeunes sont hébergés dans des Foyers de Jeunes Travailleurs ou dans des « Maisons des volontaires internationaux » mises à disposition par les Mairies de Bourges, La Riche et Saint-Jean-de-la-Ruelle.

Les jeunes sont guidés par des tuteurs, que ce soit dans une structure en France ou à l'étranger. En Afrique du Nord et de l'Ouest ils sont en plus suivis par les équipes de France-Volontaires, sans qui ce type de projet aurait du mal à voir le jour.

On pourra les retrouver régulièrement sur le site « histoires-internationales.net » pour suivre leur évolution et découvertes. Bon vent à eux.



**Inscrivez-vous
directement en ligne
pour nos ateliers sur
www.centraider.org**



RETOUR SUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE CENTRAIDER

Centraider a tenu son assemblée générale ordinaire et extraordinaire le samedi 30 juin dans les locaux de Tivoli Initiatives (Foyer de Jeunes Travailleurs) à Bourges.

Ce fut l'occasion cette année de présenter son bilan annuel et définir la feuille de route pour l'année à venir devant un parterre de structures du réseau et de partenaires, en présence de Agnès Saint-Soulier-Bigot, Vice-président de la Région Centre-Val de Loire et de Stanilas Pierret, Conseiller diplomatique du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) auprès du Préfet de région.

Pour le bilan de l'exercice, on note un fort investissement dans l'actualisation des bases de données de Centraider ayant contribué à concevoir un nouveau site internet. Un accompagnement de collectivités dans un processus devant aboutir sur l'élaboration de



stratégies de coopération internationale (Conseil Départemental du Loiret, ville de Bourges et Métropole de Tours). Ce fut aussi une année de renforcement de nos services sur les questions de mobilité internationale via le lancement en octobre d'un nouveau projet d'accueil de services civiques internationaux, de tissage de liens avec de nouveaux partenaires et de nouvelles collaborations avec des collectivités territoriales et services déconcentrés de l'Etat.

Le Conseil d'Administration a remercié chaleureusement Daniel Milière (Horizon Sahel) et Jean-Michel Henriet (Peuple Solidaire 41) pour leur engagement durant toutes ces années passées dans la gouvernance. Daniel en tant que référent des questions de santé et Jean Michel comme trésorier et référent des questions d'ECSI. Comme chaque année, le réseau a souhaité intégrer de nouvelles personnalités dans sa gouvernance afin de diversifier ses compétences et porter de nouveaux regards sur les services proposés. Nous sommes heureux d'intégrer le réseau Canopé représenté par EL MASSOUDI Nezha, Électriciens sans frontière représenté par DEMEURANT Bruno et le Conseil Départemental du Loiret représenté par BELLAIS Laurence. Le CA est désormais composé de 20 représentants-tes au sein de 7 collèges d'acteurs (collectivité territoriale, association, OSIM, acteur économique, réseau départemental, institution régionale, comité de jumelage) suite au changement statutaire effectué en Assemblée Générale extraordinaire ce même jour.



Renaud Mettre

Président
Collège associations locales.



Denis Rasle

Secrétaire
Collège comités de jumelages.



Marie-Claude Bolzon

Trésorière
Commission Afrique; Collège réseaux départementaux.



Wilfried Schwartz

Vice-Président
Maire de La Riche; Collège collectivités locales et leur regroupement.



Bertrand Sajaloli

Vice-président
Commission énergie-climat-environnement; Collège institutions régionales.



Issouf Elli Moussami

Vice-président
Commission tourisme équitable et solidaire; Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'Immigration (OSIM).

Le nouveau Bureau élu à l'unanimité est composé de :

- Président - Renaud METTRE
- Secrétaire - Denis RASLE
- Trésorière – Marie-Claude BOLZON
- Vice-Président - Wilfried SCHWARTZ
- Vice-Président – Bertrand SAJALOLI
- Vice-Président – Issouf ELLI MOUSSAMI



Tony Ben Lahoucine

Président d'honneur
Collège réseaux départementaux.



Retrouvez la composition de l'ensemble du Conseil d'Administration page 43

Tony Ben Lahoucine, Président d'Honneur est délégué à la représentation de Centraider au sein de la CIRMA (Conférence Inter-régionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs) .

Photos :
Echo Studio



INTERVIEW

JEAN-FRANÇOIS CAMILLERI

« LE CINÉMA PEUT
RENDRE LE MONDE
MEILLEUR »

> Echo Studio

« Demain est à nous », le nouveau film de Gilles de Maistre narre l'histoire d'enfants venus des quatre coins du monde, des enfants qui se battent pour défendre leurs convictions. C'est l'un des premiers films d'Echo Studio, studio international, créé en 2017. Un nouveau studio qui a pour objectif de contribuer à un monde meilleur en produisant, co-produisant et diffusant des contenus de qualité (documentaire, télévision, SVOD) traitant des grands problèmes sociétaux : environnement, accès à l'eau, éducation, droits de l'Homme... Jean-François Camilleri en est le Président depuis quelques mois après avoir quitté la présidence de "The Walt Disney Company France-Benelux-Afrique francophone" et créé "Disney Nature".



« Demain est à nous » commence ainsi :
« Peut-être que vous ne le savez pas encore,
mais nous les enfants, nous allons sauver le
monde ». Pouvez-vous nous en dire plus ?

Même si le film s'arrête dans plusieurs pays, il narre 5 histoires principales : celle d'Heena en Inde, qui fait un journal pour les enfants qui n'ont pas de travail ou qui sont exploités. L'histoire d'Aïssatou en Guinée, qui se bat contre les mariages forcés. L'histoire d'Arthur, 10 ans, à Cambrai en France, qui peint des tableaux et qui les vend pour acheter à manger aux SDF. Il y a l'histoire de 3 enfants boliviens qui sont obligés de travailler mais qui se battent pour leurs droits. Il y a aussi José, un péruvien d'Arequipa, qui a créé à l'âge de 7 ans une banque pour enfants. Ils peuvent ouvrir un compte et être crédités d'une somme en apportant des objets à recycler comme du papier, du carton ou du plastique. Il y a 4 000 enfants qui ont des comptes actuellement et peuvent avoir jusqu'à 1 000 euros sur leur compte. Ils peuvent ainsi continuer à faire des études, aider leurs

parents à subvenir à leurs besoins ou éventuellement à s'acheter autre chose. José a gagné notamment le prix de Child Impact Awards l'an dernier pour cette idée. Nous l'avons choisi comme fil rouge du film.

Dans quelles circonstances est né ce film ?

Gilles de Maistre est un réalisateur qui travaille depuis plus de 30 ans pour la télévision et le cinéma. Il a fait des reportages sur les enfants guerriers, il a fait « Le Premier Cri » un long-métrage sur les femmes enceintes dans le monde. C'est toujours un sujet qui l'a beaucoup touché. Au fur et à mesure des films qu'il a pu faire, il s'est rendu compte qu'il y avait des enfants qui faisaient des trucs dingues et il s'est dit qu'il fallait en faire un film.

Quel est le parcours qui vous a le plus marqué ?

Ils sont tous marquants. Moi, il y en a 3 qui me touchent particulièrement. Celui d'Arthur, d'Aïssatou et de José. Je trouve que ce qu'il fait depuis 7 ans est incroyable. Il combine un geste véritablement important pour l'environnement et donne aussi aux enfants la possibilité d'avoir plus de liberté.

En quoi le cinéma peut contribuer à rendre le monde meilleur ?

C'est clairement quelque chose qui m'habite. Lorsqu'on est dans une salle de cinéma devant un grand écran, qu'il y a de belles images, que le son est bon, que c'est bien mixé et qu'on a quelque chose à dire, les messages passent de manière beaucoup plus forte d'autant qu'on est concentré. Par exemple, un film comme « Indigènes » a permis de changer une loi. « Une vérité qui dérange » d'Al Gore a permis à l'époque de faire prendre conscience de l'importance du changement climatique. Il y a beaucoup d'autres exemples comme cela, mais même un film comme « Les Ailes Pourpres » que j'ai fait avec "Disney Nature", qui parle des flamands roses sur le lac Natron en Tanzanie et qui n'a pas

beaucoup marché, peut aider à faire bouger les choses si une poignée de personnes sur les millions qui ont vu le film à travers le monde s'engage quelque part.

C'est l'une des raisons qui vous a poussé à créer Disney Nature ?

Tout à fait. Sauf que j'avais cette force extraordinaire de pouvoir utiliser une marque comme Disney, qui parle à des dizaines de millions de foyers dans le monde tous les jours, pour faire passer des messages en utilisant ce que Disney sait faire le mieux, c'est-à-dire raconter des histoires. On pouvait faire des films comme Pixar ou comme des films Disney Live mais en faisant passer des messages comme un espèce de cheval de Troie extraordinaire.

Comment passe-t-on de Disney à Echo Studio ?

J'étais chez Disney depuis 30 ans et j'avais envie de voir autre chose. Je recevais énormément de propositions et à toutes ces propositions je devais dire non. Premièrement, parce-que je ne pouvais pas faire beaucoup plus de films que ce que je faisais et puis, parce-qu'il y avait plein de sujets comme l'esclavage moderne, les migrants par exemple que je ne pouvais pas traiter car ce n'est pas à Disney de traiter ces sujets. Avec Echo Studio je peux aller sur d'autres genres mais toujours avec la même obsession : utiliser les images pour faire bouger les choses et inspirer au changement.

Quelle est la vision de ce nouveau studio ?

C'est une vision très agnostique mais mon ambition pour Echo Studio est simple : il y a des sujets qui doivent être traités. Il faut que nous en tant que producteurs on choisisse le meilleur format pour les traiter : Série, Films, Livres dérivés, Imax... L'ambition d'Echo Studio c'est de permettre à ces films d'exister et d'être diffusé le mieux possible. C'est de donner un marchepied aux producteurs, aux réalisateurs pour les aider à faire leur travail le mieux possible.

« Freedom » sort dans quelques jours. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce film à venir ?

C'est l'histoire d'un cambodgien de 14-15 ans qui entend dire qu'il y a des emplois en Thaïlande. Il décide d'y aller via un passeur. Sauf qu'il se retrouve enrôlé sur un bateau qui pêche et ceux qui y travaillent sont en fait des esclaves modernes. C'est un film très fort, un film dur, un film très beau et c'est le film qui va représenter l'Australie aux Oscars cette année.

Quelle est l'expression qui vous inspire le plus pour changer le monde ?

« La beauté sauvera le monde » de Dostoïevski. Mais cela ne s'applique pas forcément à tous les sujets que l'on fait. Pour moi, j'ajouterai que c'est important de faire connaître un sujet pour qu'il puisse être compris, apprécié, aimé pour être protégé et défendu. C'est ça qu'on essaye de faire avec nos films.

On vous laisse le mot de la fin...

Ce qui m'apparaît comme très important dans le monde actuel c'est de s'informer le mieux possible en faisant attention de savoir là où on prend ces informations. Ce que l'on tente de faire c'est de donner des clefs aux spectateurs pour comprendre un sujet de la manière la plus agréable possible et ainsi pouvoir s'engager. Nous avons appelé cela « l'engage-tainment ». C'est l'association de l'engagement et de l'entertainment. Pour moi, le divertissement c'est regarder un beau film, bien produit, qui raconte une histoire de manière intelligente et notre but c'est que ce contenu puisse amener à l'engagement.

Demain est à nous

Réalisé par Gilles de Maistre.
Sortie le 24 septembre 2019

Freedom

Réalisé par Rodd Rathjen
Sortie le 27 novembre 2019

L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT



Photo : Institut de Recherche pour le Développement



Photo :
IRD/IGE

DOSSIER

MIEUX CONNAÎTRE LES RESSOURCES EN EAU SOUTERRAINE D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE FACE AUX ENJEUX DE NOTRE MONDE EN CHANGEMENT

Jean-Michel Vouillamoz > Institut de Recherche pour le Développement

Alors que l'eau souterraine est une ressource vitale pour l'alimentation en eau de l'Afrique subsaharienne, elle est encore insuffisamment connue : quantifier les réserves actuelles et leur évolution probable est un travail clé qui reste à accomplir.

Près de 40% de la population d'Afrique subsaharienne n'a pas encore accès à une eau de qualité acceptable (point d'eau protégé des pollutions de surface et distant de moins de 30 min), malgré les efforts considérables consentis par l'ensemble des acteurs du développement depuis le milieu des années 1980. Alors qu'à l'échelle mondiale le nombre de personnes sans accès à un point d'eau amélioré a été pratiquement divisé par deux entre 2000 et aujourd'hui, plus de la moitié des 785 millions de personnes encore sans accès à l'eau potable dans le monde en 2017 vit en Afrique subsaharienne (400 millions de personnes, WHO/UNICEF, 2019). De plus, le

nombre pourtant important d'infrastructures construites pour améliorer l'accès à l'eau ne permet plus de compenser l'accroissement de la population en Afrique subsaharienne, où l'accès à l'eau risque de se dégrader dans un futur proche. L'eau souterraine constitue une ressource d'importance dans de nombreuses régions, aussi bien pour l'alimentation domestique que pour le développement de l'irrigation. Seule ressource disponible tout au long de l'année (lorsque les écoulements de surface sont saisonniers), elle est généralement de bonne qualité et possède une capacité intrinsèque à amortir les épisodes de sécheresse et de variation du climat.

Mieux quantifier le potentiel des réserves actuelles

Malgré leurs rôles importants, les réserves ac-



Une meilleure quantification des réserves en eau souterraine actuelles ainsi qu'une meilleure compréhension de leurs processus de renouvellement [...] est essentiel pour appréhender les impacts du changement climatique.

tuelles en eau souterraine sont encore mal quantifiées : elles sont généralement estimées à partir de résultats de modélisation de grande échelle rarement confrontés à des observations in situ. Une quantification basée sur des mesures et observations de terrain est pourtant possible. Au Bénin par exemple, dans les roches anciennes dites «de socle» qui couvrent environ 80% de la superficie du pays, l'IRD et son partenaire scientifique béninois l'INE (Institut National de l'Eau) ont montré que la réserve en eau souterraine actuelle était d'en moyenne 440 litres/m² de surface au sol, et que cette réserve pouvait amortir des changements sur une durée moyenne supérieure à 6 ans (Vouillamoz et al., 2015). Cette capacité à amortir des changements tels qu'une augmentation des prélèvements ou une diminution de la pluviométrie ne concerne cependant que les temps courts (échelle pluriannuelle).

Comprendre les processus de renouvellement des réserves

La durabilité des réserves en eau souterraine n'est pas contrôlée par les volumes actuels d'eau stockée, mais par le processus de renouvellement de ces stocks. Or, ces processus de renouvellement, leur relation avec le climat et la géologie, sont mal connus. L'IRD, l'INE et la Direction générale de l'Eau (DG-Eau) du Bénin ont ainsi analysé des enregistrements de longue durée (plusieurs décennies) de niveaux d'eau souterraine dans 9 pays africains représentatifs d'une large variété de climat, de très aride à humide (Cuthbert et al., 2009).

Ce travail, mené dans le cadre d'un consortium de 32 scientifiques internationaux, met en évidence deux modes de recharge bien distincts : dans les zones humides comme au Bénin, l'eau souterraine est renouvelée essentiellement par infiltration directe de l'eau de pluie depuis la surface du sol sur de larges superficies ; dans les zones arides au contraire, le renouvellement de l'eau souterraine se fait généralement par infiltration localisée au niveau des cours d'eau tem-

poraires et marres de bas-fonds. Or, les études antérieures basées sur les résultats de modèles de grande échelle ont ignoré l'infiltration localisée, et ont ainsi sous-estimé le renouvellement des eaux souterraines. Par ailleurs, cette étude précise que ce renouvellement dépend de l'intensité et non uniquement de la quantité de pluie : ainsi, les fortes pluies et les inondations, qui pourraient être plus fréquentes dans le cadre des changements climatiques, pourraient être favorables au renouvellement des réserves d'eau souterraine (Cuthbert et al., 2019). La géologie joue également un rôle dans les volumes d'eau souterraine renouvelée. Au Bénin, l'IRD en collaboration avec l'INE et la DG-Eau, a montré que le volume d'eau souterraine renouvelé annuellement dans les roches de socle du centre du pays était presque 8 fois inférieur à celui des sables de la zone côtière, pour des volumes de pluie annuelle et intensités journalières peu différents (Kotchoni et al., 2019).

Favoriser l'adaptation des populations

Une meilleure quantification des réserves en eau souterraine actuelles ainsi qu'une meilleure compréhension de leurs processus de renouvellement et de leurs relations avec le climat est essentiel pour appréhender les impacts du changement climatique et élaborer des stratégies d'adaptations appropriées. Dans les zones sèches où l'eau souterraine est souvent la seule ressource pérenne, ces stratégies pourraient par exemple s'appuyer sur la prédiction des événements de fortes pluies et d'inondations qui assurent le renouvellement des eaux souterraines.

Cuthbert, M.O., Taylor, R.G., Favreau, G., Todd, M.C., Shamsudduha, M., Villholth, K.G., MacDonald, A.M., Scanlon, B.R., Kotchoni, D.O.V., Vouillamoz, J.-M., Lawson, F.M.A., Adjomayi, P.A., Kashaigili, J., Seddon, D., Sorensen, J.P.R., Ebrahim, G.Y., Owor, M., Nyenje, P.M., Nazoumou, Y., Goni, I., Ousmane, B.I., Sibanda, T., Ascott, M.J., Macdonald, D.M.J., Agyekum, W., Koussoubé, Y., Wanke, H., Kim, H., Wada, Y., Lo, M.-H., Oki, T., Kukuric, N., 2019. Observed controls on resilience of groundwater to climate variability in sub-Saharan Africa. *Nature* 572, 230-234. <https://doi.org/10.1038/s41586-019-1441-7>

Kotchoni, D.O.V., Vouillamoz, J.M., Lawson, F.M.A., Adjomayi, P., Boukari, M., Taylor, R.G., 2019. Relationships between rainfall and groundwater recharge in seasonally humid Benin: a comparative analysis of long-term hydrographs in sedimentary and crystalline aquifers. *Hydrogeology Journal*. <https://doi.org/10.1007/s10040-018-1806-2>

UNICEF, WHO, 2019. Progress on household drinking water, sanitation and hygiene 2000-2017, The WHO/UNICEF Joint Monitoring Program (JMP) for Water Supply, Sanitation and Hygiene. New York, p 140.

Vouillamoz, J.M., Lawson, F.M.A., Yalo, N., Desclotres, M., 2015. Groundwater in hard rocks of Benin: Regional storage and buffer capacity in the face of change. *Journal of Hydrology* 520, 379-386. <https://doi.org/10.1016/j.jhydrol.2014.11.024>



Photos : 2iE

DOSSIER

2iE, 50 ANS AU SERVICE DE L'AFRIQUE

Boukary Sawadogo > Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement

A Ouagadougou au Burkina Faso, en plein cœur de l'Afrique de l'Ouest se trouve l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE), un Institut dont les remarquables actions menées depuis un demi-siècle ont contribué à lui bâtir une solide réputation et faire de lui un leader de la formation et de la recherche en Afrique dans les domaines de l'Eau et l'Assainissement, de l'Environnement, du Génie civil, de l'Energie, du Développement durable et des Sciences managériales. Avec sa culture de l'excellence dans la formation et la recherche développement au profit du bien-être des populations, l'institut a développé un vaste réseau de partenariat avec des organismes du sud et du nord. Focus sur un modèle de réussite et des partenariats exemplaires.

L'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE) est une institution de formation et de recherche regroupant 16 pays d'Afrique de l'Ouest et du centre et implantée au Burkina Faso. 2iE a pour missions principales de former des ingénieurs-entrepreneurs compétents et innovants capables de répondre aux enjeux du développement durable du continent africain. 2iE regroupe aujourd'hui près de 3300 étudiants de 30 nationalités - dont 1200 étudiants en formation présentielle et 2100 apprenants en formation professionnelle en ligne - avec un corps professoral fort d'une centaine d'enseignants et d'enseignants-chercheurs provenant d'une vingtaine de pays.

Sur le plan juridique, 2iE est une Association internationale reconnue d'utilité publique, à but non lucratif. Véritable partenariat Public-Privé, 2iE rassemble, les États fondateurs, les entreprises privées, les partenaires institutionnels, académiques et scientifiques. 2iE bénéficie d'un statut diplomatique facilitant l'accueil des étudiants et enseignants et garantissant leur protection et sécurité.

L'institut 2iE est un pôle d'excellence labellisé par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Econo-

”

Les résultats obtenus ont montré le fort potentiel que présente l'utilisation de ces technologies pour le traitement des eaux usées industrielles en zone sahélienne

mique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le Nouveau Partenariat pour l'Afrique (NEPAD) et la Banque Mondiale. Ses diplômés sont accrédités par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) et par la Commission française des Titres d'Ingénieurs. Ils sont reconnus dans l'espace européen grâce au label EUR-ACE. Associés à la qualité des formations, les nombreux partenariats établis avec les secteurs publics et privés garantissent l'insertion professionnelle rapide des diplômés de 2iE.

La politique de 2iE en matière de recherche-développement consiste à offrir son expertise au profit des populations à travers de nombreux programmes de recherche-action. C'est ainsi que l'action de 2iE concourt par exemple à un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement, à la promotion de l'hygiène et à l'amélioration des conditions de vie.

Dans le domaine de l'assainissement, des travaux sur le traitement et la valorisation des sous-produits de l'assainissement ont été réalisés sur financement de la Fondation Bill&Melinda Gates et de la coopération japonaise (JICA). D'autres études en partenariat avec le Programme Eau et Assainissement de la coopération allemande (PEA-GIZ), ont permis de développer des modèles de gestion durable des boues de vidange dans 8 communes semi-urbaines au Burkina Faso. Récemment, une étude sur la réutilisation des eaux usées industrielles traitées en agriculture a été menée. Elle a consisté à étudier les conditions idoines de l'utilisation des technologies membranaires pour le

traitement des eaux usées de brasserie dans les conditions climatiques sahéliennes. Ce travail qui a fait l'objet d'une thèse de doctorat réalisée en partenariat avec l'Institut Européen des Membranes (IEM) de l'Université de Montpellier, a bénéficié de l'appui financier de l'Agence Française de Développement (AFD) et de la Banque Mondiale. Les résultats obtenus ont montré le fort potentiel que présente l'utilisation de ces technologies pour le traitement des eaux usées industrielles en zone sahélienne et ouvre la voie à la réutilisation de ces eaux en agriculture pour des centaines de maraichers et à l'amélioration de l'emprunte environnementale et sociale de la brasserie. D'autre part, cela a contribué à doter 2iE d'une plateforme technologique ultramoderne servant aussi à la formation des ingénieurs dans le traitement des eaux.

Les travaux de 2iE en partenariat avec l'UNICEF ont permis de mettre en évidence la contamination de l'eau le long de la chaîne d'approvisionnement dans les ménages. Il a ainsi été mis en évidence la contamination de l'eau au cours du transport et du stockage dans les habitations. Actuellement, suite à une sollicitation de l'association Osen (basée à Agen) qui intervient au Burkina Faso, une étude est en cours pour l'approvisionnement en eau de l'école de Barogo, située dans la banlieue de Ouagadougou (commune de Saaba). Ainsi, l'appui technique de 2iE devrait bientôt préciser les cadres institutionnel et réglementaire de l'approvisionnement en eau des espaces communautaires au Burkina Faso et une estimation financière de chacune des options proposées.

L'Afrique évolue, 2iE a décidé d'accompagner cet élan en s'associant aux bonnes actions des organisations souhaitant s'appuyer sur sa riche expérience et son expertise dans les domaines de l'eau et de l'assainissement pour le bien-être et le développement durable des populations africaines.



TÉMOIGNAGE

L'EAU & L'ASSAINISSEMENT

Anne-Catherine Mercuri > SEE

Solidarité Eau Europe (SEE) est une ONG basée à Strasbourg, créée dans le cadre des activités développées par le Conseil de l'Europe en matière de protection et gestion des ressources en eau. Solidarité Eau Europe s'est donnée pour mission de répondre aux problèmes d'eau dans la « Grande Europe » et, tout particulièrement, dans les pays d'Europe centrale et orientale où l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous était inégal et souvent rare. Le Secrétariat International de l'Eau, basé à Montréal, a participé à la création de SEE et, aujourd'hui, les deux organisations « sœurs » font partie d'un seul mouvement – SIE-SEE - et mettent leurs énergies en commun pour défendre la cause de l'eau dans le monde. Et, parce que les enjeux associés à l'eau dépendent de valeurs essentielles telles que la solidarité, la démocratie, l'équité, la durabilité, la gouvernance, la paix... Solidarité Eau Europe a délibérément lié ses actions en faveur de l'approvisionnement et du traitement de l'eau à la promotion de la citoyenneté active et responsable,



Photo : Francesco Ungaro - Unsplash

ASSEMENT EN EUROPE

et de la gouvernance démocratique et participative. Cet engagement citoyen consiste donc à mobiliser par différents moyens la société civile dans toutes ses composantes (citoyens, usagers, organisations non gouvernementales, professionnels de l'eau, jeunes) et à solliciter les acteurs institutionnels à tous les niveaux : gouvernementaux, parlementaires, élus locaux... en faveur des populations les plus démunies. Cette mobilisation prend la forme d'actions concrètes sur le terrain, de dialogues et d'échanges entre la société civile, en particulier les jeunes, et les acteurs institutionnels, d'actions de plaidoyer et de lobby à l'échelle locale, nationale et internationale.

AVEC ET POUR LES JEUNES

Convaincue du potentiel d'action de la jeunesse en faveur d'une Europe et d'un monde plus durable, SEE est inspirée par l'idée d'un mouvement de la jeunesse pour l'eau ; un mouvement

SEE est inspirée par l'idée d'un mouvement de la jeunesse pour l'eau.

structuré, qui soit à la fois dans l'action mais aussi dans le plaidoyer, avec une voix forte, portée par des jeunes en lien avec les réalités locales, et dont l'objectif serait de donner aux jeunes une place plus importante dans la gestion des défis liés à la bonne gestion des ressources en eau.

Consciente des forces à engager et mobiliser, SEE s'est impliquée dans plusieurs projets de mobilisation de la jeunesse en Europe afin d'en faciliter l'implication directe dans le plaidoyer et le développement de projets de terrain devant répondre aux grands défis du secteur de l'eau. Un grand nombre de jeunes sont ainsi d'ores et déjà mobilisés à travers l'Europe et le monde au travers de projets tel que le parlement Européen de la Jeunesse pour l'Eau rassemblant sur une base quasi annuelle des jeunes européens autour d'une thématique spécifique liée à l'eau et ce depuis 20 ans.

SUR LE TERRAIN

Bien que le continent européen soit souvent considéré comme privilégié vis-à-vis de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, de nombreux territoires pâtissent toujours de services insuffisants ; c'est particulièrement le cas des zones rurales d'Europe de l'Est. Ainsi, SEE depuis plus de 10 ans en Moldavie, où elle porte des projets qui contribuent à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement de plusieurs communautés rurales. Ces projets peuvent viser des ouvrages ponctuels – construction d'un puits, accès à l'eau potable, construction de toilettes écologiques, mais, le plus souvent, il s'agit de projets qui, au-delà de la construction d'ouvrages, visent la mise en place d'outils nécessaires à la bonne gouvernance et à l'adhésion de tous ceux qui sont concernés par notre action (élus, société civile, institutions). C'est dans cet esprit que se développe actuellement notre mission en Moldavie où nous nous engageons pour assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement des villages situés dans le bassin de la rivière Nirnova.

DÉFENDRE LA CAUSE DE L'EAU

Enfin, et parce que défendre la cause de l'eau implique de se faire entendre au plus haut niveau, nous engageons des activités plaidoyer auprès de décideurs et du grand public pour une meilleure prise en compte d'enjeux liés à l'eau et l'assainissement. Pour ce faire, SEE multiplie ses interventions et développe des actions concertées avec d'autres ONG afin que la voix de la Société civile puisse être entendue dans les événements internationaux où l'on discute de l'avenir de l'eau. (Conseil Mondial de l'Eau, Forums mondiaux de l'eau, Semaines de l'eau de Stockholm, Conférences sur le Climat, les COP...).

Photos : pS-Eau



DOSSIER

PS-EAU : UN RÉSEAU AU SERVICE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

> pS-Eau

Créé en 1984, le programme Solidarité Eau (pS-Eau) est une association qui accompagne depuis 35 ans les initiatives locales de coopération internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement. Ce réseau collaboratif multi-acteurs ouvert à tous est reconnu, au Nord comme au Sud, comme un lieu neutre favorisant la concertation avec les pouvoirs publics et le renforcement des capacités d'intervention des acteurs de la solidarité internationale dans ces secteurs.

Accompagner l'engagement international des acteurs de la coopération française

L'appui aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale française pour l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement représente le socle fondateur du pS-Eau. Ces acteurs sont tout aussi variés que les projets qu'ils mènent : collectivités territoriales, agences de l'eau, associations de bénévoles, ONG, associations de migrants, fondations. Mais tous ont en commun la volonté de contribuer aux Objectifs de développement durable et tout particulièrement celui visant l'accès universel à des services pérennes d'alimentation en eau et d'assainissement (ODD 6).

Le pS-Eau poursuit cet objectif en accompagnant ces acteurs dans leurs initiatives de solidarité internationale pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Cet appui se décline selon différents services : partage d'informations sur le contexte sectoriel ; accompagne-

ment à la demande pour le montage de projets ou la mise en relation partenariale ; animation d'ateliers et de formations. Tout au long de l'année, des moments d'échange sont ainsi organisés sur le territoire français. Que ce soit pour des interventions thématiques sur la qualité de l'eau, ou pour la réalisation d'études de faisabilité, le pS-Eau se positionne comme un acteur de référence dans le domaine eau et assainissement. En novembre, une formation organisée par Centraider et le pS-Eau sur la conception de projets aura ainsi lieu à Orléans. L'objectif sera de présenter les étapes clés de la conception d'un projet eau-assainissement-hygiène pour s'assurer de la pérennité des services mis en place. Le pS-Eau édite par ailleurs des guides méthodologiques et techniques pour améliorer les interventions. Ils sont disponibles sur le site internet du pS-Eau, qui propose aussi des bases de données des acteurs et des actions du secteur consultables gratuitement.

Mobiliser les acteurs pour l'accès à l'eau et à l'assainissement

Afin de renforcer le développement des services essentiels d'eau et d'assainissement, le pS-Eau entreprend des actions de mobilisation des acteurs de la coopération française, à commencer par les élus. La campagne des « Elus de l'eau » vise à susciter l'engagement en ralliant les élus déjà impliqués pour faire d'eux des ambassadeurs de la coopération décentralisée dans les domaines visés auprès de leurs pairs. Être « élu de l'eau » c'est avant tout s'inscrire dans une démarche de plaidoyer auprès des élus et des citoyens et témoigner de son expérience de la solidarité dans ce secteur. A ce jour, 52 élus sont engagés dans le mouvement.

Au-delà des élus eux-mêmes, le pS-Eau œuvre de manière plus large pour la mobilisation des collectivités françaises. Chaque année, il réalise un bilan de l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de l'eau françaises pour l'eau et l'assainissement dans les pays en développement. En 2018, plus de 28 millions d'euros ont ainsi été mobilisés. 90% des contributions compta-

” **La dynamique d'évolution du 1% eau, en hausse depuis 10 ans, montre bien la valeur et l'importance de ce dispositif particulier.**

bilisées sur cette année proviennent de 25 organismes seulement. Parmi eux, l'agence de l'eau Loire-Bretagne fait partie des tout premiers contributeurs.

L'une des observations majeures tirée de cette analyse annuelle est l'augmentation de la coopération des collectivités territoriales via le « 1% eau ». Face à la diminution des financements en faveur de la coopération internationale issus des budgets généraux des collectivités, la dynamique d'évolution du 1% eau, en hausse depuis 10 ans, montre bien la valeur et l'importance de ce dispositif particulier. L'accompagnement précieux des agences de l'eau en synergie avec les collectivités permet le renforcement du 1% solidaire. Fort de ces constats, le pS-Eau renouvelle ses encouragements aux collectivités et aux agences de l'eau à poursuivre leur implication en ce sens.

La loi Oudin-Santini ou le « 1% eau »

Cette loi, adoptée en 2005, autorise les collectivités, syndicats et agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% des ressources affectées à leur budget eau et assainissement à des projets de solidarité internationale.

En 2018, 11 millions € ont été mobilisés par les collectivités en application de cette loi, sur un potentiel de 45 millions € mobilisables ; au niveau des agences de l'eau : 14 millions € sur un potentiel de 20 millions €.

Le bilan 2018 de l'AECT pour l'eau et l'assainissement :

www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_bilan2018AECT_EAH_2019_VF.pdf

Pour en savoir plus :

- Sur les publications du pS-Eau : www.pseau.org/fr/nos-publications-reference
- Sur les pays d'intervention du pS-Eau : www.pseau.org/fr/pays
- Sur l'atlas des actions eau et assainissement : www.pseau.org/outils/actions



AGRICULTURE RAISONNÉE

Usage 2 – Irrigation pour agriculture raisonnée

Impact limité sur l'eau car utilisation raisonnée de la ressource et des intrants.

INDUSTRIE

Usage 3 – Prélèvements et rejets industriels pour refroidissement

Impact potentiel sur la qualité physico-chimique de l'eau : des normes de rejet (température, etc) préservent l'équilibre naturel du cours d'eau

AGRICULTURE INTENSIVE

Usage 5 – Irrigation pour agriculture intensive

Risque de surexploitation et/ou de contamination, par les intrants chimiques, des nappes phréatiques par infiltration et écoulement.

INFOGRAPHIE

L'USAGE DE L'EAU À L'ÉCHELLE D'UN BASSIN VERSANT :

Parmi les acteurs de la concertation nous comptons les usagers du bassin versant comme les agriculteurs, la population des villages et villes, les industriels, ainsi que les acteurs institutionnels et autorités locales comme les communes, Régions, Ministères de l'eau, de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage, Agences de bassin de l'eau et entreprises de distribution de la ressource en eau.

*AEP : Alimentation en Eau Potable

BARRAGE

Usage 1 – Barrage pour l'AEP* d'une ville

Impact potentiel en période sèche sur les populations à l'aval avec un risque de manque d'eau pour leurs consommation et cultures.

DÉCHARGE

Usage 4 – Décharge sauvage

Risque de pollution de la nappe phréatique ou des eaux superficielles par infiltration ou écoulement.

FORAGE

Usage 6 – Pompage d'eau souterraine pour l'AEP* d'une ville

Vulnérabilité des forages à des sources de pollution. Nécessité d'un périmètre de protection adapté réglementant les usages polluants dans la zone d'infiltration.

CAPTAGE RIVIÈRE

Usage 8 – Prélèvement d'eau en rivière pour l'AEP* d'une ville transfrontalière

Vulnérabilité du captage aux sources de pollution en amont : intrants utilisés en agriculture, décharges sauvages, pompages, etc.

Une concertation internationale doit avoir lieu pour gérer conjointement et de façon intégrée (multi-usages/multi-acteurs) la ressource.

STATION D'ÉPURATION

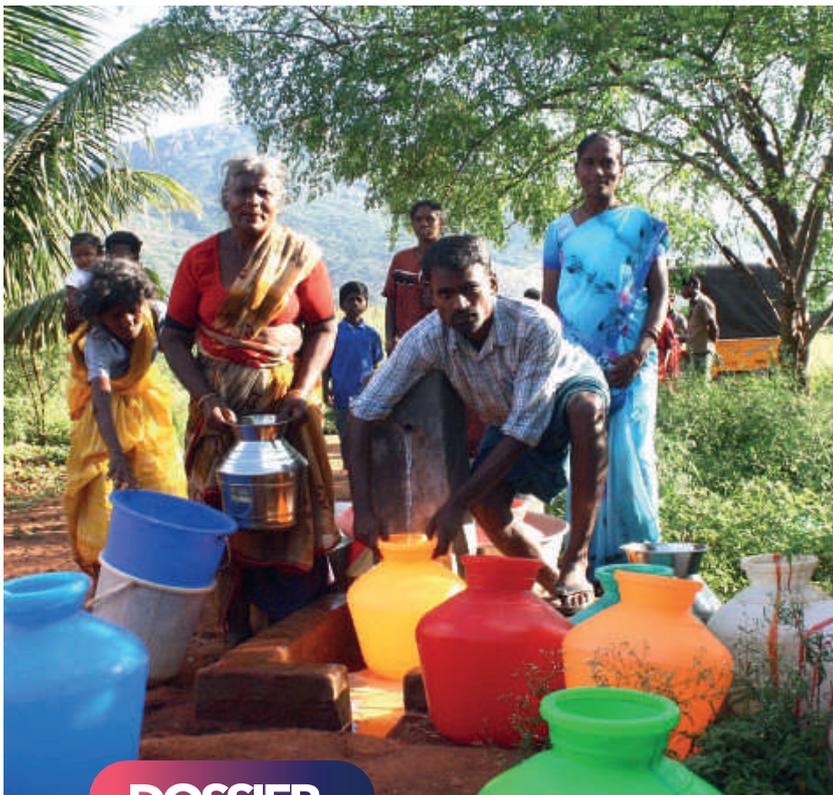
Usage 7 – Rejet de station d'épuration d'une ville

Impact potentiel sur la qualité bactériologique de l'eau : des normes de rejet préservent la capacité d'absorption du milieu naturel.

LES ENJEUX DE LA GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU

- La gestion des périodes de pénuries d'eau et de pollution
- Satisfaction des besoins et usages multiples
- Préservation des ressources naturelles

Photos :
Coalition Eau



DOSSIER



POUR DES DROITS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT POUR TOUTES ET TOUS, MOBILISONS-NOUS !

> Coalition Eau

Il nous reste 10 ans pour atteindre cet objectif extrêmement ambitieux, mais vital, d'un accès universel et durable à l'eau potable et à l'assainissement.

”

**L'EAU
NE SE MERITE PAS,
C'EST UN DROIT !**

A l'approche des élections municipales et des 10 ans de la reconnaissance des Droits humains à l'eau et à l'assainissement par les Nations Unies, la Coalition Eau et de nombreux partenaires lancent la Campagne « L'eau est un droit » afin de mobiliser le gouvernement et les élu.e.s sur les défis persistant en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement en France et dans le monde.

La France s'est engagée au niveau international à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par les Nations Unies et notamment à « garantir l'accès universel à l'eau et la gestion efficace des ressources en eau » (ODD n°6). Pour autant, 10 ans après la reconnaissance des droits humains à l'eau potable et à l'assainissement par les Nations Unies (reconnus par une Résolution du 28 juillet 2010) et 5 ans après l'adoption des ODD, les défis restent immenses ! Aujourd'hui, 2,2 milliards de personnes dans le monde sont toujours sans accès à une eau saine et 4,2 milliards de personnes ne bénéficient pas

d'installations sanitaires sûres. Au-delà de ces chiffres, une eau insalubre, un assainissement inadéquat et le manque d'hygiène ont des conséquences lourdes sur la santé, l'éducation, l'égalité des genres, l'économie et l'environnement. Chaque jour, 1000 enfants meurent de la diarrhée du fait d'un accès inadéquat à l'eau et à l'assainissement !

La France en retard

Aujourd'hui, en France métropolitaine, 1,4 million de personnes ne bénéficient toujours pas d'un accès à une eau saine

et 7,5 millions de personnes ne bénéficient pas d'installations sanitaires adaptées (données ONU 2019). Dans les départements et territoires d'Outre-Mer, les chiffres sont encore plus alarmants, avec des taux d'accès parfois similaires à certains Pays en Développement. Et cela concerne aussi le prix de l'eau : près d'un million de ménages français ont du mal à payer leurs factures d'eau. La facture ne doit pas être un obstacle à l'accès à l'eau et à l'assainissement ! Pour être abordable, la facture ne devrait pas dépasser 3 % des revenus effectifs du ménage. Une trop forte charge peut faire basculer des ménages dans la pauvreté ou la grande précarité.

L'urgence d'un changement de cap

D'ici à 2030, il nous reste 10 ans pour atteindre cet objectif extrêmement ambitieux, mais vital, d'un accès universel et durable à l'eau potable et à l'assainissement, tout en préservant les ressources en eau.

Sans un changement rapide de trajectoire politique et un renforcement des financements pour le secteur, cet objectif reste hors de portée, dans le monde mais aussi en France.

Face à ce constat alarmant, la Coalition Eau (réseau des ONG françaises engagées pour un accès à l'eau et à l'assainissement pour toutes et tous) et ses partenaires associatifs lancent une campagne de mobilisation collective et d'interpellation des pouvoirs publics et des élus locaux afin de faire de 2020 une année marquante pour les droits humains à l'eau et à l'assainissement, en France et à l'international.

Le rôle essentiel de la France

L'Etat français a un rôle déterminant à jouer dans les orientations qui seront prises et la trajectoire des prochaines années, pour faire que ce service essentiel à chacun.e soit accessible et abordable pour tou.te.s y compris les plus démun.i.e.s, sur le territoire et à l'international, grâce à son Aide Publique au Développement.

Sur le territoire national, bien sûr, par une reconnaissance et une mise en œuvre effective des Droits humains à l'eau et à l'assainissement, mais également à l'international, en redevenant un pays champion en matière de solidarité internationale pour l'eau, par une volonté politique plus forte et des moyens financiers à la hauteur des enjeux.

Des leviers forts au niveau des collectivités

Les collectivités sont également des acteurs clés puisqu'elles détiennent la compétence Eau et Assainissement et sont responsables de la fourniture de ces services à leurs administrés (celle-ci sera transférée vers les communautés de communes et les communautés d'agglomération dans le cadre de la loi NOTRe). L'action des collectivités est propice au développement de mesures fortes pour un accès physique permanent, universel, abordable et durable à l'eau et à l'assainissement, tant sur leur territoire que dans le cadre de coopérations décentralisées.

Les collectivités disposent en outre d'une capacité à mobiliser et instaurer un dialogue avec tous les acteurs du territoire pour des solutions adaptées et pérenne : citoyens, associations, entreprises/bureau d'études, universités, etc.

Des propositions pour des engagements ambitieux au niveau des territoires

Les partenaires de la campagne « L'eau est un droit » appellent les candidats aux élections municipales de 2020 à s'engager pour :

1. Un droit à l'eau potable et à l'assainissement permanent et abordable pour toutes et tous sur leur territoire, en garantissant un tarif de l'eau et de l'assainissement accessible, des infrastructures d'eau et d'assainissement publiques au bénéfice des populations précaires ou non connectées au réseau et en instaurant des mécanismes participatifs.
2. Une coopération décentralisée dans le secteur Eau et Assainissement avec des collectivités du Sud, en renforçant les financements de la collectivité pour la solidarité décentralisée Eau et Assainissement, la participation citoyenne et la démarche partenariale.

Pour plus d'informations, consultez le site www.coalition-eau.org

VOLET Eau (E)

OBJECTIF

Permettre l'accès à l'eau salubre de qualité à proximité.

ACTIONS

- Études de recherche d'eau de qualité et en quantité suffisante
- Mise en place d'infrastructures d'AEP résistantes aux effets du changement climatique
- Mise en place d'une gestion locale des infrastructures et tarification du service d'eau
- Gestion intégrée de la ressource en eau (GIRE)
- Plans d'adaptation au changement climatique

IMPACTS

- Besoins essentiels assouvis
- Baisse des maladies hydriques
- Corvée d'eau réduite
- Pérennité des installations
- Activités agricoles et d'élevage durables
- Baisse des conflits d'usage de l'eau et gestion durable de la ressource

Interaction eau-hygiène :
Sans eau, pas d'hygiène possible.

Interaction eau-assainissement : Sans toilettes, l'air libre génère des poussières contaminées qui peuvent détériorer la qualité de l'eau (notamment au point d'eau et la maison).

L'APPROCHE V INTERDEPENDANCE DES 3

PROGRÈS ET IMPACTS COMMUNS

- Accès aux services essentiels
- Santé améliorée : baisse des maladies (typhoïde, parasitoses...) et de la mortalité
- Hygiène et soins améliorés dans les établissements scolaires (moins d'absentéisme à l'école, moins de maladies chez les jeunes filles)
- Développement économique : moins de dépenses de santé, plus de productivité
- Baisse des inégalités : zones urbaines et quartiers informels - centres-villes - beaucoup plus chère dans les zones urbaines

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



ACCOMPAGNER UN PARTENAIRE AU SUD VIA :

UN APPUI TECHNIQUE ET TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Les compétences en région : agences de l'Eau, syndicats des eaux, métropoles, communautés de communes, associations, ONG, entreprises.

UN CO-FINANCEMENT

Les financements pour l'eau et l'assainissement : dispositif 1% eau et budgets généraux des collectivités territoriales, Région, métropoles, départements, agences de l'eau, communes, syndicats des eaux.

EN IMPLIQUANT LES POPULATIONS BÉNÉFICIAIRES ET DES STRUCTURES LOCALES

- Les campagnes IEC sur l'hygiène nécessitent une connaissance étroite du terrain et des populations concernées.
- De nombreuses ONG locales sont spécialisées dans ces campagnes IEC et disposent d'agents de terrain capables d'échanger en langue locale (et qui connaissent la culture locale) avec les communautés locales en utilisant de nombreux outils tels que des pièces de théâtre, schémas...
- Utiliser votre réseau pour identifier les entreprises spécialisées dans la recherche d'eau, la mise en place d'infrastructures...

FICHE MÉTHO

L'ACCÈS À L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT : UN DROIT FONDAMENTAL

Sources de paix ou de conflit, vecteurs des progrès, l'accès à l'eau et à l'assainissement est un droit fondamental pour tous les enfants de moins de 5 ans, le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement est un défi mondial qui nécessite la mise en œuvre d'appuis techniques et financiers importants, ainsi que des moyens humains et financiers importants, en réponse à la pression anthropique et au changement climatique. Des actions ambitieuses et intégrées basées sur la concertation sont nécessaires.

VOLET ASSAINISSEMENT (A)

OBJECTIFS

- Permettre l'accès à un assainissement digne
- Lutter contre la pratique de la défécation à l'air libre

ACTIONS

- Diagnostic de la situation
- Mise en place de toilettes (ou latrines) de conception simple et sécurisées pour tous
- Mise en place de systèmes d'assainissement collectif
- Mise en place de la gestion locale des infrastructures

IMPACTS

- Baisse des maladies diarrhéiques liées au contact avec les poussières contaminées
- Respect de la dignité humaine et renforcement de la sécurité notamment pour les jeunes filles
- Baisse des sources de contaminations de la ressource en eau

Interaction assainissement-hygiène : sans lavage des mains, propagation des germes malgré l'arrêt de la pratique de la défécation à l'air libre.

VOLET HYGIÈNE (H)

OBJECTIF

Généraliser les bonnes pratiques d'hygiène : lavage des mains, hygiène de stockage d'eau, entretien des points d'eau...

ACTIONS

- Enquête auprès des ménages
- Campagne IEC (Information, Education, Communication) auprès de la population notamment auprès des enfants

IMPACTS

- Bonnes pratiques d'hygiène généralisées
- Baisse des maladies (hydriques, diarrhéiques, parasitoses...)
- Points d'eau et toilettes entretenus, ressource protégée de toute contamination
- Qualité de l'eau préservée jusqu'à la consommation.
- Tarification de l'eau acceptée

toilettes, la défécation à l'air libre, les maladies susceptibles de se transmettre lors du transport entre les zones urbaines et rurales.

WASH / EAH

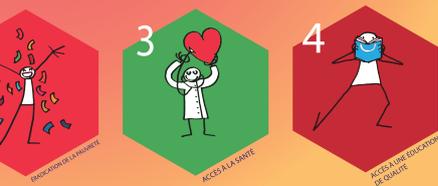
3 DOMAINES

1. Accès à l'eau et à l'assainissement
Réduction des maladies (choléra, hépatite A, typhoïde) et de la mortalité infantile
Amélioration des services de santé
Réduction des maladies, corvée d'eau, menstruations, etc.

moins d'absentéisme au travail et

zones urbaines - zones rurales, entre pays, zones rurales (eau de qualité douteuse vendue dans les Centres-Villes) et homme - femmes.

3 DOMAINES DURABLES CONCERNÉS



Méthodologie

L'ASSAINISSEMENT : UN ENJEU MONDIAL

Les principales causes de mortalité chez les enfants sont liées à l'eau et à l'assainissement constitue un enjeu mondial. Les approches proches cohérentes et coordonnées ainsi que les politiques sectorielles. La vulnérabilité de la ressource en eau liée au changement climatique impose des politiques sectorielles coordonnées multi-acteurs qu'il faut faire évoluer.

IEC : Information, Education, Communication
AEP : Alimentation en eau potable

graphisme : Guillaume Guetreau / CENTRAIDER / Elyx by Yak / Agence Française de Développement / freepik.com



TÉMOIGNAGE

L'ACTIVITÉ INTERNATIONALE DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE

Hervé Gilliard > Agence de l'Eau Loire-Bretagne

L'agence de l'eau Loire-Bretagne (AELB) est un établissement public qui finance des opérations d'intérêt commun pour améliorer la gestion de l'eau. Ses ressources financières proviennent de redevances payées par les usagers de l'eau.

Depuis la loi Oudin-Santini de 2005, elle peut mobiliser jusqu'à 1% de ses ressources pour financer des projets de coopération internationale dans les domaines de l'eau et assainissement.

Dans ce cadre, elle mène des actions :

- En réponse à l'ODD 6 « garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable » ;
- En cohérence avec la politique étrangère de la France ;
- En complément de l'agence française de développement (AFD) ;
- En synergie avec les 5 autres agences de l'eau françaises (Adour-Garonne, Artois-Picardie, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée-Corse et Seine-Normandie) ;
- En co-financement avec des collectivités territoriales.

La coopération décentralisée et la solidarité internationale

L'AELB accompagne sur le plan technique et financier la réalisation de projets d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement portés par des collectivités et associations. Elle a engagé 14,5 millions d'euros au cours de son 10e programme d'intervention (2013-2018).

Depuis 2006, avec l'appui de l'agence de l'eau Loire-Bretagne :

- Plus de 3 millions de personnes ont bénéficié de projets
- Plus de 400 projets aidés, pour une aide moyenne de 45 000 euros
- Près de 90% des projets en Afrique, principalement Burkina Faso, Madagascar, Mali et Togo.

L'exemple d'un projet de solidarité internationale : l'association Confluence, basée dans le Cher

Depuis 2008, l'association Confluence intervient dans le nord du Laos en lien étroit avec les autorités sanitaires locales pour favoriser l'accès durable à l'eau potable et à l'assainissement des communautés rurales du Luang Prabang. Les réalisations prennent plusieurs formes : systèmes d'adduction d'eau, blocs sanitaires et distribution

de savons recyclés dans les écoles, appui aux opérateurs locaux de sanimarché ou encore formation des services de santé locaux. L'action de l'association s'inscrit dans le cadre de la coopération décentralisée entre la région Centre-Val de Loire et la province de Luang Prabang. L'agence de l'eau Loire-Bretagne a financé 4 projets à hauteur de 50% (montant cumulé du coût des projets : près de 700 000 €), en co-financement avec le conseil régional Centre-Val de Loire.

La coopération institutionnelle

L'AEELB a noué des partenariats institutionnels avec des organismes de bassin ou des états étrangers en Asie (Birmanie, Cambodge et Laos), en Afrique (Burkina Faso) et en Amérique du Sud (Brésil). Elle apporte un appui à la mise en place d'une gestion concertée et partenariale de l'eau à l'échelle des bassins versants, par le partage des compétences et des expériences.

Appui à la gestion intégrée de l'eau au Burkina Faso : un exemple de partenariat institutionnel entre l'agence de l'eau Loire-Bretagne et l'agence de l'eau du Nakanbé

Les deux agences ont signé un accord de coopération en 2010 pour le développement d'actions dans les domaines de la planification, du financement, de l'organisation institutionnelle et juridique des instances de bassin ou encore des systèmes d'information sur l'eau. L'office international de l'eau (OIEau) assure le pilotage de l'opération, avec l'appui technique et financier de l'AEELB. Ce partenariat s'est traduit par le renforcement des capacités des équipes burkinabé, la consolidation du système de recouvrement de la contribution financière sur l'eau ou encore l'élaboration d'un schéma directeur de gestion de l'eau à l'échelle du bassin du Nakanbé.

L'AEELB apporte également son appui à 2 projets d'incubation au Burkina Faso, l'un sur la valorisation des sous-produits de l'assainissement

pour le maintien de l'agriculture, l'autre sur les mesures d'adaptations au changement climatique à l'échelle du Nakanbé moyen, en lien avec les engagements du « One Planet Summit » à Paris le 12/12/17.

Les aides financières de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne

Dans le cadre du 11e programme d'intervention de l'agence de l'eau Loire-Bretagne (2019-2024), l'action internationale est dotée de 3,1 millions d'euros par an.

Chaque demande d'aide doit prévoir une participation financière de collectivités du bassin Loire-Bretagne de 5% minimum du montant du projet, ainsi qu'une participation de la population locale bénéficiaire (en numéraire et/ou en valorisation) de 5% minimum.

Les porteurs de projet de la région Centre-Val de Loire doivent s'adresser à la délégation Centre-Loire qui instruit les demandes.

Pour en savoir plus : <https://aides-redevances.eau-loire-bretagne.fr/home.html>



Plus de 400 projets aidés, pour une aide moyenne de 45 000 euros.

Domaines d'intervention ?	Qui peut bénéficier des aides ?
<ul style="list-style-type: none"> ● L'accès à l'eau potable et à l'assainissement ● La gouvernance de la gestion de l'eau ● Les actions d'aide d'urgence 	<ul style="list-style-type: none"> ● Les collectivités, associations et ONG du bassin Loire-Bretagne ● Les opérateurs porteurs de projets de coopération institutionnelle
Quelles subventions ?	Quelles subventions ?
<ul style="list-style-type: none"> ● Coopération institutionnelle et projet porté par une collectivité : jusqu'à 70% ● Solidarité internationale : jusqu'à 50% ● Montant d'aide plafonné à 200 000 € 	<p>En priorité :</p> <p>Afrique subsaharienne, Afrique du Nord et pourtour méditerranéen, Madagascar, Asie du Sud-Est, pourtour Caraïbes</p>

Photos :
Odial Solutions



TÉMOIGNAGE

L'EAU POTABLE EN AFRIQUE RURALE : UN SECTEUR EN PLEINE MUTATION QUI EXIGE DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES ET CULTURELLES

Thierry Barbotte > Odial Solutions

Rencontre avec Thierry Barbotte, PDG du groupe ODIAL SOLUTIONS (Ingré, Loiret), qui nous dépeint le secteur de l'hydraulique rurale en Afrique. Il nous explique aussi comment son entreprise, dont l'effectif a triplé en 15 ans (59 salariés aujourd'hui), a su s'adapter aux grandes mutations qui viennent de révolutionner et continuent de transformer ce marché.

”

Le produit emblématique de la société [...] demeurera encore pour de nombreuses années l'unique solution d'accès à l'eau potable pour les populations isolées d'Afrique Subsaharienne.

La pompe à motricité humaine : une solution qui a encore de l'avenir

« Le marché des pompes à motricité humaine (PMH) est toujours dynamique et a de l'avenir », annonce-t-il. En effet, le produit emblématique de la société historique du groupe, VERGNET HYDRO, demeurera encore pour de nombreuses années l'unique solution d'accès à l'eau potable pour les populations isolées d'Afrique Subsaharienne. Tout simplement parce qu'« il n'est pas économiquement viable et durable, pour les décennies à venir, d'installer des systèmes d'adduction d'eau potable (AEP) alimentés par un parc solaire ou un groupe électrogène, ou connectés à un réseau électrique, dans les contrées les plus reculées. »

Pour cette raison, VERGNET HYDRO continue d'étoffer sa gamme de PMH. Si plus de 50 millions d'Africains ont aujourd'hui accès à l'eau potable en actionnant ses PMH, le bureau d'études ne cesse d'imaginer et de concevoir de nouvelles PMH plus ergonomiques, plus économiques, etc. « Marc VERGNET a breveté en 1974 le principe de pompage hydraulique qui a offert aux premières pompes

VERGNET HYDRO un véritable avantage compétitif sur ce marché. Depuis lors, l'entreprise se fait fort d'avoir toujours une longueur technologique d'avance sur ses concurrents. »

Le grand boom des adductions d'eau potable.

Néanmoins, le secteur de l'hydraulique rurale africaine se tourne de plus en plus vers les AEP. Les populations villageoises aspirent elles-aussi à la commodité de s'approvisionner en eau potable en ouvrant un simple robinet, chez soi ou au plus près de chez soi. « La marche de l'histoire tend inéluctablement et heureusement à réduire cette corvée d'eau ancestrale à laquelle s'attèlent chaque jour pendant des heures les filles et femmes des villages. Cette corvée d'eau qui les prive d'un accès à l'éducation ou les empêche d'exercer une activité économique, qui meurtrit leur santé au fil des kilomètres et qui les isole, donc les vulnérabilise. »

En phase avec ces nouvelles attentes, VERGNET HYDRO développe une solide expertise dans la construction d'AEP, notamment solaires, de la station de pompage au robinet. En 15 ans, l'entreprise a installé plus de 10 000 km de canalisations. « Cette activité représente la moitié de notre chiffre d'affaires en 2018 et six de nos ingénieurs et techniciens y sont dédiés. » Notons que l'expertise solaire de l'entreprise ne se cantonne pas aux systèmes de pompage. VERGNET HYDRO met également en place des solutions solaires pour la potabilisation ou la gestion du service de l'eau.

Une professionnalisation de la gestion du service de l'eau

Qui dit AEP, dit gestion du service de l'eau. « Si les dépenses d'investissement dans une AEP peuvent être couvertes par les financeurs historiques de l'hydraulique rurale en Afrique [les autorités locales, les grands bailleurs de fonds et les ONG], ses importants coûts de maintenance exigent que les villageois mettent à présent la main à la poche. » Depuis plus de dix ans, le groupe ODIAL SOLUTIONS privilégie une contribution des usagers au litre d'eau prélevé. Le tarif du litre d'eau est préalablement défini avec les pouvoirs publics et les représentants de la société civile pour être en adéquation avec la capacité financière des populations et leur propension à payer l'eau potable.

« Comme de nombreuses ONG humanitaires, nous avons par ailleurs fait le constat de l'inefficacité de la majorité des associations de villa-

geois, les comités de points d'eau, traditionnellement mis en place pour assurer la maintenance des PMH. » Aujourd'hui, plus de 500 000 PMH sont en panne en Afrique. Cette problématique impacte plus de 200 millions de personnes. Pour y remédier, ODIAL SOLUTIONS a testé dès 2016 un service inédit au Burkina Faso, en partenariat avec UNICEF. Ce service conjugue des innovations technologiques à une innovation culturelle majeure : les villageois paient dorénavant le service de l'eau potable au litre consommé, à la pompe. L'expérience s'avère concluante et débouche sur la création de la filiale UDUMA, sœur de VERGNET HYDRO.

UDUMA : 6 millions d'usagers à l'horizon 2023

« UDUMA s'engage auprès des autorités locales à assurer un service de l'eau potable en continu à un prix du litre d'eau préalablement fixé pour 10 ou 15 ans. » Dans un village qui a choisi de déléguer son service de gestion de l'eau potable à UDUMA, des pompes à eau « intelligentes », permettant un suivi à distance des consommations et pannes, viennent remplacer les PMH en panne. Et, chaque habitant dispose d'une carte électronique avec laquelle il paie les volumes d'eau dont il a besoin auprès de fontainières agréées.

D'ores et déjà, UDUMA sert 80 000 usagers au Burkina Faso et prépare une extension dans le pays à 900 000 usagers supplémentaires pour cette année. Simultanément, un projet au Mali vient de démarrer pour approvisionner 560 000 villageois en eau potable. « Nous anticipons, dans le plan de développement d'UDUMA, de passer la barre des 6 millions d'usagers à l'horizon 2023 et ciblons en priorité les pays sahéliens. »



Photos :
Lycée Sainte-
Marguerite



TÉMOIGNAGE

L'ENVOL LATIN'EAU

> Lycée Sainte-Marguerite à
Chambray-lès-Tours

”

***Une nouvelle envergure en
2017 avec la naissance d'un
partenariat au Mexique.***

L'ouverture à l'international du lycée Sainte Marguerite, basé à Chambray-lès-Tours (Indre-et-Loire), a pris une nouvelle envergure en 2017 avec la naissance d'un partenariat au Mexique. L'établissement a signé une convention pour cinq ans avec l'Université de Guanajuato (équivalent du niveau lycée en France), une ville de 70.000 habitants au cœur du pays, autour de plusieurs objectifs : établir des échanges pour une immersion linguistique et culturelle des élèves, et les sensibiliser au développement durable et au tourisme responsable, en menant des activités pédagogiques sur le thème de l'eau.

Le choix de la thématique ne s'est pas fait par hasard. Au Mexique, deuxième économie d'Amérique latine, l'eau constitue un problème endémique : plus de dix millions de personnes n'y ont pas accès. Certaines multinationales, qui détiennent d'immenses concessions d'eau, sont particulièrement montrées du doigt. La libéralisation du marché de l'eau au début des années 90 a fait entrer le secteur privé dans la gestion des systèmes d'eau et d'assainissement municipaux et désormais des secteurs économiques très gourmands de cette ressource, comme l'industrie de l'eau en bouteille, des sodas ou des bières, possèdent désormais d'importantes concessions. Leurs activités entraînent une surexploitation des nappes souterraines, des pollutions et des conflits sociaux. Le

Mexique détient d'ailleurs le triste record mondial de consommation d'eau en bouteille (234 litres par an et par habitant), et les conséquences sur l'environnement que cela implique. Et on estime que Mexico s'affaisse d'un centimètre par an à cause de la surexploitation de l'eau du sous-sol. La ville de Guanajuato, située à 200km au nord-ouest de Mexico, rencontre aussi des problèmes d'eau potables chroniques. Semi-aride, la région souffre des conséquences du changement climatique et de la pollution de l'eau liée à l'activité minière. D'après la Comisión Estatal del Agua : il reste approximativement 14 ans d'eau à la ville car les barrages qui l'alimentent voient leur niveau baisser considérablement au fil des années. Les enseignants de l'université en accord avec ceux de Sainte-Marguerite ont ainsi tenu à faire de l'eau le fil rouge des échanges avec les élèves. Les jeunes chambrais ont accueilli leurs correspondants mexicains en octobre 2017 pour la première fois. Pour faciliter l'immersion culturelle et linguistique, ils ont logé dans des familles tourangelles. Au programme du séjour : sensibilisation à la biodiversité ligérienne avec une sortie à bord du bateau « La Rabouilleuse », visite de Navoti à Neuillé-Pont-Pierre, entreprise spécialisée dans la dynamisation de l'eau et la protection des ondes électromagnétiques, et bien sûr des visites culturelles (Tours, Chenonceau, Paris...).

”

Dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau, les élèves de Première STD2A (Sciences et Technologies du Design et des Arts Appliqués), en compagnie de quelques camarades mexicains, ont été primés successivement en 2018 puis en 2019 par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

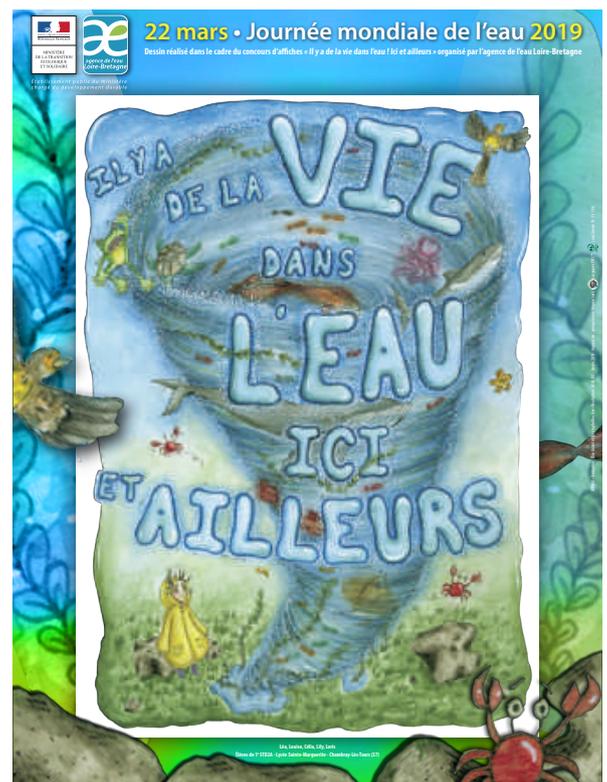
Puis, quelques mois plus tard, une petite dizaine d'élèves de première sont à leur tour allés rendre visite à leurs amis mexicains où un programme tout aussi convivial les attendait : découverte de la faune et de la flore locale avec la visite du parc naturel Las Palomas, participation au Forum sur l'eau avec les Brigades Juvéniles de la Culture de l'Eau, qui sont des jeunes s'impliquant dans le cadre de leur cursus scolaire dans la préservation et l'utilisation raisonnable de l'eau. De quoi venir bien remplir les carnets de voyage des élèves, qu'ils laissent en libre accès au CDI à leur retour en France, afin de partager leurs aventures et leurs impressions, avec le souhait de sensibiliser d'autres élèves sur le Mexique, les Mexicains, Guanajuato, l'eau, les traditions locales, etc.

Pour faciliter cette ouverture à l'Autre, les jeunes sont préparés en amont de cette immersion in-

terculturelle grâce à des séances animées par le CCFD-Terre Solidaire. Dans cette volonté de partage, d'autres élèves du lycée sont associés au projet, donnant ainsi une dimension interdisciplinaire, souhaitée par les enseignants. Les élèves du BTS Design Graphique ont ainsi lancé une campagne de financement participatif sur internet pour récolter des fonds, avec succès. Les assistants manager et communication ont pour leur part rédigé les courriers et organisé la soirée festive.

Dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau, les élèves de Première STD2A (Sciences et Technologies du Design et des Arts Appliqués), en compagnie de quelques camarades mexicains, ont été primés successivement en 2018 puis en 2019 par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, à travers un concours d'affiches. Cette année, l'affiche des lauréats de Sainte-Marguerite sera tirée à 11.000 exemplaires, destinées aux écoles, collèges et lycées.

Le lycée Sainte-Marguerite n'en est pas à sa première action solidaire et durable. Labellisé « E3D » (Etablissement en Démarche globale de Développement Durable) par le Ministère de l'Education nationale, il continue d'affirmer son engagement durable, solidaire et ouvert à l'international, afin de contribuer au développement d'éco-citoyens, responsables et respectueux de l'Homme et de l'environnement.





TÉMOIGNAGE

FADIGA VEUT DEVENIR UN VILLAGE COMME LES AUTRES

> L'Association Saint-Amandoise d'Aide aux Lépreux (ASAAL)

L'Association Saint-Amandoise d'Aide aux Lépreux (ASAAL), basée dans le Cher, élabore depuis près de vingt ans des projets de réinsertion socioprofessionnelle dans des anciens villages de lépreux du Sénégal. L'objectif est de les aider à se développer, de permettre aux enfants et petits-enfants de lépreux, qui y vivent mais ne sont pas atteints par la maladie, de participer à l'évolution de leur village, et sortir ainsi de l'exclusion et du rejet engendré par cette terrible maladie.

”

Le premier projet de l'ASAAL a vu le jour à Fadiga, [...] situé dans la région de Kédougou, à la frontière du Mali et de la Guinée.

Pour s'assurer d'une action efficace sur place, l'ASAAL collabore avec la DAHW, une association allemande d'aide aux lépreux, qui s'occupe en particulier de l'action sociale dans les dix anciens villages de lépreux repartis sur le territoire. Ces derniers ont été renommés « villages de reclassement social » (VRS) par une loi de 1976. À l'époque, cette décision découle d'une volonté légitime d'en faire des villages comme les autres. La mission de la DAHW est d'accompagner les VRS dans leur évolution. Ses travailleurs sociaux mettent leur expertise au service de l'ASAAL bénévolement. Bien implantés dans les VRS et pleinement investis auprès de ces populations défavorisées, ils intègrent l'ASAAL dans ses activités quotidiennes, offrant ainsi la possibilité d'investir la totalité des fonds récoltés en France sur le terrain au Sénégal.

Le premier projet de l'ASAAL a vu le jour à Fadiga, village parmi les VRS les plus pauvres, situé dans la région de Kédougou, à la frontière du Mali et de la Guinée. L'opération portait sur la création d'un « jardin des femmes ». Ce périmètre maraîcher d'un hectare a d'abord été clôturé pour empêcher les animaux de manger les légumes. Puis, l'ASAAL a creusé deux puits et financé des formations pour les trente femmes du groupement maraîcher.

Deux ans plus tard, un système de pompe à panneaux solaires et une citerne sont installés pour alimenter directement des robinets afin de remplir des arrosoirs. L'apport d'une irrigation de qualité permet une amélioration considérable de la production, ce qui améliore l'alimentation des foyers (autoconsommation), et permet de vendre le surplus sur les marchés. Les bénéficiaires sont investis par les femmes dans l'éducation de leurs enfants. Et les habitants de Kédougou se régalaient des légumes du village des lépreux. Intégration réussie...

Quelques années plus tard, un plan local de développement met en exergue l'extrême importance de l'eau comme facteur de développement du VRS. Cependant, il nécessite beaucoup d'investissements, trop pour les projets de l'ASAAL. En 2015, la combinaison de plusieurs facteurs va permettre à l'ASAAL de s'attaquer au problème. L'association reçoit tout d'abord le soutien de 25 chefs d'entreprise du Cher réunis au sein du groupe de travail « APM Berry ». Parallèlement, au Sénégal, un partenariat multi-acteurs est mis en place avec la DAHW qui accepte de financer 25 % du montant du projet si l'ASAAL apporte 50 %. La Direction Générale de l'Action Sociale, accepte de participer à hauteur de 15 % et le reste

est apporté par les habitants du VRS de Fadiga et quelques partenaires locaux (mairie de Kédougou, organismes de développement, etc.).

À cette époque, la seule eau disponible dans le village provient des deux

puits situés dans le centre et ceux du périmètre maraîcher. Trois problématiques se profilent. Premièrement, l'eau est puisée à la main, un travail particulièrement pénible traditionnellement exécuté par les filles du village avec des outres en plastique très vétustes, qu'elles transportent ensuite laborieusement jusque dans les cases. Pendant ce temps, ces jeunes filles ne peuvent pas se rendre à l'école.

Deuxièmement, la qualité sanitaire de cette eau s'avère très mauvaise. Elle est très souillée en fin de saison sèche : quand le niveau des puits baisse, il faut « racler » au fond des puits. Cette eau sale est contaminée par de nombreux germes et parasites, ce qui entraîne des maladies digestives importantes, particulièrement chez les enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées ou les PAL (personnes affectées par la lèpre). Le village compte encore une cinquantaine de lépreux lourdement handicapés.

Enfin, et c'est probablement le frein le plus important au développement du village, les écoles maternelle et primaire (300 enfants) ne sont pas équipées de puits. Pendant la récréation, les élèves repartent chez eux pour se désaltérer et malheureusement beaucoup d'entre eux

ne font pas le trajet retour. Cela pose aussi des problèmes pour les activités sportives et pédagogiques. Or, l'école, lieu d'accès à l'éducation, est la seule façon de s'élever pour le village et ses habitants. Seuls quelques élèves accèdent au collège, très peu au lycée et les étudiants de Fadiga se comptent, quant à eux, sur les doigts d'une main. Le village souffre d'un manque récurrent de compétences et de jeunes dans les instances dirigeantes, comme le comité villageois, l'association des jeunes, le GIE, etc.

Pour répondre à tous ces enjeux, l'ASAAL projette d'acheminer l'eau de la canalisation alimentant Kédougou jusqu'à la maternelle et l'école primaire. Celle-ci passe à 1 km du village, situé en amont de la ville et qui peut donc bénéficier de cette eau de qualité assez simplement.

Un point de distribution d'eau potable est également installé dans le centre du village. Un comité de l'eau assure la gestion de la distribution dans des récipients de transport à un prix accessible à tous. Mais surtout, les foyers peuvent se raccorder à cette canalisation. L'or bleu peut donc arriver directement dans les « carrés familiaux » grâce à un compteur personnel et un robinet dans la cour. En outre, l'État et les collectivités locales peuvent faire profiter les habitants du VRS de « raccordements sociaux » à bas coût.

L'eau potable au robinet dans la cour familiale représente une étape majeure. Cela offre une eau à boire de bonne qualité sanitaire à volonté. C'est également synonyme d'amélioration immédiate de l'hygiène et de l'assainissement. L'eau est un facteur de développement considérable. Le projet de l'ASAAL aura d'énormes conséquences sur le développement du village, à court terme pour les problèmes de santé et d'hygiène, et à plus long terme pour l'éducation et la formation d'une future élite pour le développement du village de Fadiga qui pourra, enfin, devenir un village... comme les autres !



”
Le village souffre d'un manque récurrent de compétences et de jeunes dans les instances dirigeantes.



Photo :
Les Jardins de Béréba

TÉMOIGNAGE

L'EAU DES « JARDINS DE BÉRÉBA »

> Les Jardins de Béréba

L'eau potable reste une problématique majeure au Burkina Faso où seulement 43% de la population en milieu rural y a accès pour 79% en milieu urbain (source : Unicef). Le pays ne compte qu'un seul cours d'eau permanent (le Mouhoun) et les grandes sécheresses ainsi que l'exploitation minière pour l'or (contamination par l'arsenic) concourent à la rareté de la ressource.

L'accès à l'eau est au cœur des projets menés par l'association des Jardins de Béréba (Indre-et-Loire), active dans le département du même nom (province de Tuy, nord-est de Bobo-Dioulasso). En huit ans, 18 nouvelles pompes ont permis à 4150 écoliers de primaire d'avoir de l'eau potable. Très sollicitées, ces installations nécessitent un suivi et une maintenance, assurés par des collaborateurs locaux.

Ces pompes (type India, Vergnet et Volonta) alimentent également 13 jardins d'école de 200m² chacun, entretenus par les enseignants, les élèves et leurs parents. Avec trois récoltes annuelles, ils fournissent aux cantines un complément bienvenu aux repas des enfants et sont utilisés comme base pédagogique pour l'apprentissage du maraîchage. Et cela semble fonctionner puisque certains enfants ont réalisé leur propre petit potager chez eux.

”
L'eau potable reste une problématique majeure au Burkina Faso où seulement 43% de la population en milieu rural y a accès.

Cette eau profite aussi à plusieurs groupements locaux. C'est le cas des 16 jardiniers du groupement de Tonousse qui exploitent un jardin d'un hectare équipé de systèmes de goutte à goutte. On retrouve dans cette culture raisonnée : oignons, salades, haricots verts, choux, concombres, poivrons, piments, aubergines, courges et pommes de terre. Les deux à trois récoltes annuelles permettent de nourrir leur famille et de vendre les excédents pour en dégager quelques recettes.

Non loin de là, dans le village de Maro, l'eau fait le bonheur du jardin des femmes de Samoussi. 50 parcelles permettent à autant de femmes d'alimenter leur famille et de générer des revenus supplémentaires grâce aux surplus. Ces actions, directement issues d'une demande locale, fonctionnent sur le principe de microcrédits accordés aux jardiniers-ières qui remboursent un tiers de l'emprunt sur trois ans.

L'association des Jardins de Béréba s'appuie sur le soutien de Lions Club, des dons de ses membres et de mécénat privé. Elle réfléchit aujourd'hui à des projets de plus grandes ampleurs (forages) pour tenter de développer un accès équitable à l'eau potable dans ces zones reculées du Burkina Faso.



Photo : GHIMAO

TÉMOIGNAGE

LES ÉCOLIERS DE L'ÎLE DE SAINTE-MARIE, AMBASSADEURS D'EAU PURE

> Association GHIMAO

L'accès à l'eau potable est un problème majeur pour Madagascar où près de 60% de la population y est confrontée (13 millions de personnes n'y ont pas accès). Cette situation a un impact majeur sur la santé, l'éducation, l'économie, ainsi que sur l'environnement. Du point de vue sanitaire, les maladies hydriques impactent particulièrement les enfants. Au Nord-Est, l'Île de Sainte Marie (35.000 hab.), n'échappe pas à cette situation et si l'eau y est bien présente, elle est, le plus souvent, contaminée soit par l'absence de structures d'assainissement, soit par des infiltrations d'eau salée provenant de la mer toute proche.

C'est ainsi que de 2016 à 2018, l'association GHIMAO (Cher) a lancé un programme de fourniture d'eau potable aux 2100 enfants de 8 écoles, au travers d'un programme dénommé « Rano Madio » (eau pure en malgache). Ce projet s'appuie sur une technologie simple, rustique et peu coûteuse, développée par la Fondation suisse Antenna : un petit appareil, le WATA, produit par électrolyse d'une eau salée, de l'hypochlorite de sodium qui, injecté dans l'eau, élimine les micro-organismes pathogènes et rend ainsi l'eau potable.

Fin 2018, une nouvelle convention de partenariat a été signée entre GHIMAO, la Fondation Antenna, l'association malgache CETAMADA/Anjaranay et la Circonscription Scolaire de Sainte Marie, afin de poursuivre le déploiement du programme de potabilisation sur une tranche de 9

nouvelles écoles. L'objectif final visé est de couvrir à terme, l'ensemble des écoles de l'île.

Outre la fourniture d'eau potable à ces 17 écoles, le projet s'est enrichi d'actions de sensibilisation des enfants aux règles élémentaires d'hygiène et notamment au lavage des mains grâce à la construction de « tippy taps ». De plus, les opérations de production de chlore et de potabilisation sont désormais transférées au niveau de chaque établissement scolaire. Des clubs de l'eau composés d'enfants et d'instituteurs ont été constitués, pour effectuer quotidiennement les process d'approvisionnement en eau et de potabilisation. Ces clubs permettent aux enfants d'aborder les questions relatives à la chimie. Plus largement, l'objectif est de sensibiliser les enfants aux questions d'hygiène et d'en faire des ambassadeurs auprès de leurs familles en exportant notamment la fabrication et l'installation de « tippy taps » dans les villages.

Pour mener à bien l'ensemble de ces objectifs, un Chef de projet malgache, entièrement dédié au projet a été recruté, et un appui sur le terrain en qualité de conseil et de facilitateur a été confié à l'ex-adjoint de la circonscription scolaire de Sainte Marie. Ce projet permet de réduire significativement les maladies hydriques qui affectent les enfants des écoles bénéficiaires, diminue le taux d'absentéisme en classe et améliore leurs résultats scolaires grâce à une meilleure concentration en classe.

”

Outre la fourniture d'eau potable à ces 17 écoles, le projet s'est enrichi d'actions de sensibilisation des enfants aux règles élémentaires d'hygiène.

Photos :
Métropole
de Tours



TÉMOIGNAGE

LA MÉTROPOLITAINES VAL DE LOIRE :

CONSTRUIRE UNE POLITIQUE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE PORTEUSE DANS LES SECTEURS DE L'ACCÈS À L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

> Métropole Tours Val de Loire

En 2017, la communauté urbaine Tours Plus devient Tours Métropole Val de Loire et reprend dans son sillage les activités du Syndicat Intercommunal des Eaux (SIE) de Saint-Cyr-sur-Loire. La coopération internationale alors initiée par le SIE de Saint-Cyr-sur-Loire, principalement centrée sur l'eau potable et l'assainissement, est reprise par la structure métropolitaine.

Philippe Briand, président de la Métropole et Bertrand Ritouret, vice-président de l'eau et de l'assainissement, confirment dès 2017 vouloir maintenir la politique de coopération internationale portée alors par le Syndicat Intercommunal des Eaux (SIE) de Saint-Cyr-sur-Loire. En particulier, depuis 1999, le SIE mène des actions avec la commune de Koussanar au Sénégal. Parallèlement à cette coopération décentralisée, la Métropole soutient les associations de son territoire engagées dans des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement en Afrique Subsaharienne.



La Métropole souhaite développer ses partenariats avec les acteurs de son territoire pour les soutenir dans leurs projets à l'international, tout particulièrement dans le secteur de l'accès à l'eau et à l'assainissement.

La coopération internationale de la Métropole est gérée au sein du service du Cycle de l'Eau et ainsi pilotée par Vincent Soulard, Directeur du Cycle de l'Eau et Régis Kergosien, Responsable Stratégie et Relations extérieures, ancien du SIE de Saint-Cyr-sur-Loire.

La poursuite des actions du SIE de Saint-Cyr-sur-Loire avec Koussanar

Koussanar est une commune rurale (30 000 hab.) de la région de Tambacounda au Sénégal. Après un programme sur le centre bourg dans les années 2000, les actions en coopération internationale de la Métropole portent désormais sur les questions d'accès à l'eau et à l'assainissement dans les zones rurales reculées de la commune (20 000 hab.) où les difficultés sont les plus importantes.

En partenariat avec la Commune et le Comité des puits et pompes de Koussanar, la Métropole a initié un nouveau projet pour la période 2019-2020 à la suite d'une mission exploratoire réalisée en février 2019 mêlant techniciens et élus de la Métropole, élus de la Mairie de Saint-Cyr-sur-Loire et un représentant de l'association AIES 37 pour faciliter les rencontres avec les différentes parties prenantes sur le terrain. Ce projet consiste à poursuivre la coopération dans le secteur de l'accès à l'eau et à l'assainissement mais cette fois en lien avec l'Office Régional des Forages Ruraux (OFOR) du Sénégal. Cet accès se fera soit par un raccordement au réseau existant, soit par la réhabilitation et la création de forages. L'objectif est double : rapprocher les points d'eau des lieux d'habitation et des écoles pour favoriser la scolarisation des jeunes, et plus particulièrement des jeunes filles ; et développer les activités maraîchères afin de limiter au maximum le phénomène d'exode rural, créateur de précarité pour les populations qui partent s'établir dans les grandes villes sénégalaises.

Le soutien aux porteurs de projets métropolitains

La Métropole souhaite développer ses partenariats avec les acteurs de son territoire pour les soutenir dans leurs projets à l'international, tout particulièrement dans le secteur de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Aujourd'hui, deux associations, reçoivent le soutien de la Métropole pour la mise en œuvre de leurs projets dans le secteur : Africamitiés basée à Rochecorbon - projet au Bénin, cofinancé par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne ; l'Association de Jumelage et d'Echange sur les thèmes de l'assainissement et de l'amélioration des conditions d'hygiène en milieu scolaire à Fatick au Sénégal. Dans le but de suivre l'avancée des projets soutenus, la Métropole a mis en place un groupe de travail qui réunit associations, élus et techniciens impliqués dans les actions de coopération internationale de la Métropole. Afin de déployer plus largement son soutien aux associations de son territoire, la Métropole examine les bilans annuels des projets démontrant leurs efficacité et pertinence sur le terrain et garantissant également la bonne traçabilité des actions. Le renforcement de la transparence vis-à-vis des élus et des administrés est une condition essentielle pour promouvoir le développement de la politique de coopération internationale de la Métropole.

Ce groupe de travail réunit les différents partenaires associatifs cités ci-dessus, Mme Francine Lemarié, élue Métropolitaine et de Saint-Cyr-sur-Loire, Mr François Lemoine, Directeur Général Adjoint de la Métropole et Directeur Général des Services de Saint-Cyr-sur-Loire, des anciens du SIE de Saint-Cyr-sur-Loire et des techniciens de la maîtrise du cycle de l'eau de la Métropole dont Mr Vincent Soulard et Mr Régis Kergosien.

Une volonté de développer l'ouverture à l'international de la Métropole

Après cette étape d'observation et de maintien de la stratégie à l'international de la Métropole, les élus et les techniciens souhaitent construire une politique plus volontariste de stratégie internationale, à la hauteur d'une grande collectivité comme Tours Métropole Val de Loire. La coopération internationale solidaire est en effet vue comme un moyen de promouvoir une Métropole plus ouverte sur le Monde pouvant participer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Ainsi, des contacts sont en cours avec l'Agence Française de Développement (AFD) et la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi que Centraider pour faire de la Métropole un acteur régional incontournable de l'action extérieure des collectivités territoriales.



Photo :
Région
Centre-Val de
Loire



TÉMOIGNAGE

LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE, L'ÉTAT DU TAMIL NADU EN INDE ET LA PROVINCE DE LUANG PRABANG AU LAOS, ENSEMBLE POUR UN MEILLEUR ACCÈS À L'EAU.

> Région Centre-Val de Loire

Dans le cadre de sa politique de coopération internationale, la Région Centre-Val de Loire soutient des projets concourant à l'atteinte des cibles de l'ODD 6 « accès à l'eau salubre et à l'assainissement ». La question de l'accès à l'eau et de la préservation et de la valorisation de la ressource est un enjeu partagé par tous. Avec ses régions partenaires, notamment en Asie, la Région œuvre en faveur de :

- Un meilleur accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations, en particulier en milieu rural, en soutenant des projets portés par des associations du territoire,
- Du développement de la recherche et de la valorisation des connaissances auprès des citoyens autour des enjeux liés à l'eau, en lien avec les acteurs de l'enseignement et de la recherche.

La Région Centre-Val de Loire peut soutenir vos projets de coopération internationale dans le secteur de l'eau
Plus d'information sur le site de la région :

<http://www.regioncentre-valdeloire.fr/accueil/les-services-en-ligne/la-region-vous-aide/europe-coop-solidarite-internat.html>

Partenariat entre la Région, l'Etat du Tamil Nadu et Pondichéry (Inde) : focus sur le projet de recherche Water Pondi sur le cycle de l'eau

La Région soutient financièrement les échanges entre les acteurs de la recherche de son territoire et ceux du Tamil Nadu. Outre l'augmentation de la mobilité des étudiants et des chercheurs, l'appui aux échanges du secteur de la recherche permet de renouveler et challenger nos pratiques, et de chercher des réponses communes à des enjeux partagés. L'Inde connaît ces dernières années, et notamment dans le Tamil Nadu et à Pondichéry, une situation de stress hydrique et la Région n'est pas non plus épargnée par des épisodes de sécheresse.

La question de la ressource en eau est donc au cœur du projet de recherche Water Pondi : Water Risk Assessment in Pondichéry, soutenu par la Région et porté par le laboratoire GÉHCO (Géohydrosystèmes continentaux) de l'Univer-

sité de Tours, en partenariat avec d'autres laboratoires de recherche, des partenaires non académiques et des institutions nationales situées en région et dans le Tamil Nadu.

Comme dans toutes les villes indiennes soumises à la mousson et à une accélération de la densification urbaine, Pondichéry est caractérisée par des infrastructures en eau potable ne répondant plus à la demande de la population. La pression anthropique atteint des niveaux très élevés de sorte que les eaux urbaines présentent des niveaux de pollution particulièrement inquiétants. En l'absence d'étude ou de diagnostic sur l'état actuel de la ressource, le projet Water Pondi a pour but de préciser le fonctionnement de deux grands bassins d'infiltration destinés à recharger les nappes phréatiques de la ville. Il s'intègre au grand programme de Smart city, lequel ambitionne - entre autres - de fournir un état des lieux de l'ensemble du cycle de l'eau à Pondichéry.

Photo :
Région Centre-Val de Loire

Partenariat entre la Région et la Province de Luang Prabang (Laos) : focus sur le projet PERSEA pour un meilleur accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu rural

La Région et la Province de Luang Prabang au Laos ont signé un accord de coopération décentralisée en 2005, fortes de collaborations passées fructueuses lors de la labélisation de la ville de Luang Prabang au patrimoine mondial de l'UNESCO. L'un des axes majeurs du partenariat concernait la conduite du programme Eco-Vallée qui appuyait les autorités publiques locales dans la gestion intégrée et durable du bassin versant de la Nam Khan, avec la création d'une institution dédiée : la Maison du Fleuve. Le partenariat s'est ensuite centré sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Dans ce cadre et avec un soutien financier de la Région et de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, l'association Confluence basée dans le Cher, en partenariat avec le GRET, a mené

le projet PERSEA, qui avait pour but d'accompagner la pérennisation de services d'eau et d'assainissement en milieu rural dans le Luang Prabang. Le projet s'est terminé en juin 2019 et 12 villages, soit 4 800 bénéficiaires, ont ainsi bénéficié d'un système d'adduction en eau potable et d'un accès amélioré à des blocs sanitaires, ainsi qu'à des actions de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène. Des relais locaux (en particulier les professeurs) ont également été formés afin de pérenniser et de maximiser les résultats de ces formations. Par ailleurs, afin de garantir la pérennité des ouvrages, Confluence a participé au renforcement des capacités des services déconcentrés de la Santé de la Province et, ensemble, ils ont accompagné la création et la formation de comité villageois de gestion des systèmes d'eau.

Afin de poursuivre cette dynamique, la Région, la Province de Luang Prabang, Confluence, le GRET, l'Université de Tours et l'Agence de l'Eau Loire Bretagne déploieront le rayon d'action de la coopération en 2020 pour permettre à 12 villages supplémentaires de bénéficier d'un accès à l'eau et à l'assainissement géré en toute sécurité.



Photo :
Les Amis
de Nafadji



TÉMOIGNAGE

LES AMIS DE NAFADJI

Maryse Menanteau > Les Amis de Nafadji

Le partenariat entre le village de Nafadji, village malien de 4500 habitants situé à 40km de Bamako, et l'Association des Amis de Nafadji (ADAN) est né en 1989. Après une période de découverte mutuelle, les bases du partenariat ont été définies et une convention a été signée entre le Comité de développement de Nafadji et l'ADAN.

Projet « O Santé à Nafadji » 2015-2020

Différents projets ont été menés entre 1992 et 2014 puis l'idée du projet « O santé à Nafadji » est apparue. Du projet de reconstruction d'un nouveau dispensaire est né ce projet ambitieux de créer, à partir d'un forage existant, un réseau d'adduction d'eau potable avec système de potabilisation à ultra-violet dans les bâtiments publics de Nafadji : pharmacie, maternité, école, collège, maison des jeunes, campement écotouristique.

Dans un contexte difficile au Mali, comment mener les missions pour accompagner les partenaires locaux ?

Afin de pallier ce problème, les membres de l'association des Amis de Nafadji ont rencontré leurs part-

naires maliens au Burkina Faso par deux fois et ces derniers sont venus en France. Le rôle de chaque partenaire doit d'autant plus être planifié et clarifié.

Les missions en France ont eu pour objectif de former les partenaires locaux sur trois volets :

- Le volet planification et organisationnel du projet.
- Le volet technique avec des spécialistes et le Lycée technique Martin Nadaud.
- Le volet conscientisation à anticiper la maintenance avec trois jours organisés avec des employeurs communaux.

Une formation s'est déroulée auprès du service de l'eau de Tours Métropole Val de Loire pour le volet assainissement.

Pour permettre la communication fréquente de documents entre les partenaires du Sud et Nord un téléphone portable multifonctions a été confié à la bibliothèque villageoise.

L'accompagnement des villageois indissociable d'un projet d'accès à l'eau potable

Un programme de sensibilisation sur les problèmes de santé liés à l'eau, sur les mesures d'hygiène à adopter pour

”

**Créer, à partir d'un
forage existant, un
réseau d'adduction
d'eau potable
avec système de
potabilisation.**

une bonne utilisation de l'eau et sur l'importance de l'assainissement a été dispensé. Ce programme prévoyait des séances de sensibilisation, des documents, des messages radio, une réglementation sous forme de charte auprès du personnel de santé, des malades, des femmes suivies à la maternité, des enseignants, des élèves et des habitants.

Visibilité économique et financière

Le projet a pu être mené grâce aux fonds financiers de la Région Centre-Val de Loire, l'Agence des micro-projets (AMP), la communauté de communes de Ste Maure de Touraine et l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne dans le cadre du dispositif de la Loi Oudin.

Une redevance eau sera prélevée mensuellement auprès des différentes caisses s'agissant de bâtiments publics. La redevance sera collectée par le Comité de gestion de l'eau afin de couvrir les frais de maintenance, la rémunération des agents sera prise en charge par le Comité de développement.

Photo :
Association
Medina



TÉMOIGNAGE

PROJET D'ACCÈS À L'EAU DANS UN PAYS EN CONFLIT

Franck Carrey > Association Médina

Medina (association de solidarité internationale en soutien aux victimes de guerre), forte de son expérience auprès des écoles dans la Bande de Gaza, a identifié un besoin urgent d'accès à l'eau et à l'assainissement. Franck Carrey en est le Président.

La nappe phréatique de la Bande de Gaza est surexploitée au point que l'eau de mer s'y infiltre. Sur 90% du territoire, l'eau du robinet n'est pas potable. Dans ce contexte, le projet « Amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans la Bande de Gaza » impulsé par Medina et coordonné par les partenaires locaux, vise 42 écoles dans le Sud de la Bande de Gaza (partie Est de l'agglomération de Khan Younés).

La première phase a été menée de septembre 2017 à septembre 2018 :

- Renouvellement d'une station de pompage et traitement d'une capacité de 50 m³/jour ;
- Installation d'une petite station de désalinisation de l'eau d'une capacité de 10m³/jour dans une école ;
- Remplacement des filtres d'une station qui approvisionne 34 écoles de la région ;

- Installation de 4 réservoirs d'eau en Inox au niveau de 4 écoles ;
- Remise en état des sanitaires dans 10 écoles ;
- Mise en place d'un système de traitement des eaux grises au niveau d'une école ;

Au total près de 17000 élèves concernés.

Outre la réalisation technique des travaux, le volet formation - sensibilisation a été organisé en étroite collaboration avec la direction régionale du Ministère de l'Éducation à Est-Khan Younés. Des formations auprès des coordinateurs de santé scolaire, ateliers de sensibilisation auprès des parents, et des élèves ont été mis en œuvre.

Les membres de l'association Medina n'ont pas pu se rendre à Gaza, faute d'avoir les autorisations d'entrée sur le territoire. Le projet a tout de même été mené avec succès par une identification précise des besoins et des bénéficiaires, par l'implication d'autorités locales, un suivi par une coordonnatrice locale salariée de l'association, des conventions signées prévoyant la pérennisation du projet.



”

***Sur 90% du territoire,
l'eau du robinet n'est
pas potable.***

Le projet est coordonné en liaison avec le Ministère de l'éducation et l'Autorité palestinienne de l'eau (équivalente à une Agence de l'eau en France) et s'inscrit dans la politique de l'eau engagée par les services municipaux de Khan Younés et Wadi Salqa et le Ministère de l'éducation. Les travaux sont réalisés par des entreprises locales suite à des appels d'offre. La formalisation du partenariat avec les autorités locales a permis de mettre en avant le rôle et les responsabilités de chacune de ces parties prenantes dans la garantie de la pérennité des réalisations du projet. Ce projet n'aurait pu voir le jour sans le volet financier ! Grâce au dispositif de la Loi Oudin-Santini, les actions menées dans le domaine de l'eau ont été soutenues en grande partie par des collectivités situées dans le Sud de la France et les fonds eau de l'Agence de l'eau Rhône - Méditerranée - Corse.

DÉMARRAGE IMMINENT POUR UN PROJET DE COOPÉRATION À PLUSIEURS FACETTES

Théodore Toulougoussou > Ville de Chécy

Un projet 100% écologique

Dans le cadre de la convention de coopération signée en 2010, la Mairie de Bangui a sollicité la ville de Chécy pour participer au projet de réhabilitation de la station de traitement des eaux usées par phytoépuration du Centre National Hospitalier Universitaire de Bangui (CNHUB) et de la construction d'une station d'épuration écologique pilote.

La station d'épuration des eaux usées est très vétuste et les eaux sont versées dans la nature. Ainsi, le projet prévoit une station de traitement des eaux usées basée sur la percolation. Les avantages sont nombreux avec un traitement 100% biologique.

Les eaux usées brutes sont collectées dans une fosse de réception après avoir traversées un dégrilleur. Ces eaux sont ensuite envoyées dans un bassin de filtration primaire pour retenir les boues puis les eaux de sortie sont envoyées sur des bassins de finition (plantation de roseaux). En sortie des bassins filtrants, l'eau épurée pourra servir à l'arrosage et à l'irrigation de plantes des espaces verts du CNHUB ou /et rejetée dans le fleuve sans danger pour l'environnement. Ce procédé a l'avantage de respecter complètement l'environnement avec un coût d'entretien réduit.

Pérennisation du projet

Il est convenu avec les partenaires locaux de renforcer les compétences du personnel de l'hôpital de Bangui formé. La formation prévue comprend un volet technique et un volet sur la maintenance de la station d'épuration ; pas moins de 18 personnes sont formées par un ingénieur français spécialiste et membre d'AGIRabcd.

En parallèle de ce projet de traitement des eaux usées du CNHUB, un projet pilote de mise en place d'une station d'épuration 100 % écologique est prévu pour étendre le traitement à la ville de Bangui. Des étudiants de la faculté des sciences de Bangui suivront une formation en partenariat avec la Faculté de Lille II. Une période de sensibilisation auprès des habitants sera organisée sous forme de réunions de sensibilisation, d'articles dans le bulletin municipal.

Partenaires du projet

Le projet amorcé en 2014, commencera fin 2019. Ces cinq années ont été nécessaires pour répondre à un besoin précis tout en innovant avec une technique écologique permettant d'y associer des étudiants.

Ces différentes étapes ont permis et permettront à de nombreux acteurs



Photo :
Ville de Chécy

de travailler ensemble - Les villes de Bangui, Chécy et Metz, la SODECA (société de distribution de l'eau en Centrafrique), le CNHUB, les étudiants de la faculté des sciences de Bangui et de Lille, l'association AGIRabcd pour le volet technique, l'association GRAP, l'association des Elus pour la Centrafrique.

Pour ce faire, il a fallu trouver les fonds financiers nécessaires. Le projet peut démarrer grâce notamment au soutien du Ministère de L'Europe et des Affaires étrangères, de la Région Centre-Val de Loire et l'Agence de l'Eau Loire Bretagne (dispositif du 1% eau de la Loi Oudin-Santini).

LE DESSALEMENT SOLAIRE DURABLE PARTOUT ET POUR TOUS

Marc Vergnet > MASCARA Renewable Water

S'alimenter en eau potable, c'est le principal défi de l'humanité.



« Le front de la soif avance inexorablement, poussé par la croissance démographique et le changement climatique »

S'alimenter en eau potable, c'est le principal défi de l'humanité. Pour la consommation humaine, l'agriculture, l'élevage et l'industrie, les Hommes ne disposent, que d'1/10 000ème de l'eau du globe dans les rivières, lacs, retenues d'eau et de 6/1 000ème dans les eaux souterraines, malheureusement souvent fossiles ou mal renouvelées, avec une tendance à la salinisation. «3,9 milliards de personnes seront en stress hydrique en 2030 ! Préserver et économiser l'eau douce bien sûr, mais là où elle n'existe pas, il faut valoriser d'autres ressources renouvelables ! » L'eau de mer et les eaux saumâtres, traitables par osmose inverse, constituent une ressource importante.

Le dessalement « pétrole », une solution oui mais non durable !

Le dessalement par osmose inverse devient incontournable dans certaines régions. Il permet déjà de produire trente milliards de m³/an (18



Photo : MASCARA Renewable Water

Milliards US\$ de chiffre d'affaires, en forte croissance). En 2030, cette capacité devra quadrupler ! L'utilisation des énergies fossiles conduirait alors à quadrupler la production de CO₂ actuelle (100 millions de tonnes/an), et à brûler 800 millions de barils de pétrole. « Ce n'est pas soutenable ».

Le dessalement à l'énergie solaire, une solution innovante et durable

Une autre énergie propre et heureusement disponible, existe, même dans les pays les plus pauvres. Là où la sécheresse s'installe, on trouve les meilleurs gisements solaires. Cette énergie est la moins chère du monde (1,47 cts€/kWh en solaire contre 17 ct€ prix moyen de l'électricité en Europe).

Dessalement et énergie solaire devaient se rencontrer : MASCARA, PME française à Chartres, a inventé la première technologie de dessalement solaire sans batterie, grâce à son procédé d'osmose inverse compatible avec les fluctuations de la puissance solaire.

Suite à la phase de preuve de concept en 2015, des tests à Abu Dhabi avec MASDAR et à Bora Bora avec SUEZ,

MASCARA commercialise sa technologie OSMOSUN avec de beaux succès notamment dans l'Océan Indien et en Afrique. La capacité de 6000 m³/j en pur solaire monte à 15 000 m³/j (ville de 100 000 habitants), en hybride solaire/réseau. Les coûts de revient en pur solaire sont moitié moins importants que pour un dessalement classique. « Chez MASCARA, nous rêvons de créer de nouveaux îlots de vie dans tous les pays affectés par la sécheresse, pour lutter contre l'avancée du désert et permettre à toutes les collectivités même les plus isolées, même les plus oubliées, de retrouver cette eau du développement ».

Le dessalement d'eau de mer est principalement destiné à la consommation humaine. Le dessalement d'eau saumâtre peut aussi, comme c'est le cas dans des régions désertiques du Cap Vert, servir au renouveau agricole avec une irrigation efficiente au goutte-à-goutte sécurisant l'agriculture là où il ne pleut que tous les deux à trois ans.

Pour conforter son avance technologique et commerciale, MASCARA vient de lever 2,2 M€ qui vont lui permettre d'augmenter sa capacité de traitement. « Nous devons réussir au risque d'assister à d'immenses migrations climatiques et concentrations urbaines. »

LES ATELIERS DE CENTRAIDER

DÉCEMBRE

- 3** Rédiger sa demande de financement et construire son budget - Chartres
- 14** Sensibiliser les jeunes aux objectifs de développement durable - Joué-Lès-Tours
- 16** L'action extérieure des collectivités territoriales (AECT) : points de repère et appels à projets - Atelier en ligne

JANVIER

- 14** Les fondamentaux pour bâtir une stratégie de communication - Blois - jusqu'au 16 janvier

LES ÉVÉNEMENTS EN RÉGION

OCTOBRE

- 15** Le Festival ALIMENTERRE 2019 - jusqu'au 30 novembre

NOVEMBRE

- 15** Forum régional « L'International, une chance pour nos territoires » organisé par le Conseil régional - Tours
- 15** Le Festival des Solidarités 2019 - jusqu'au 1er décembre

L'ÉQUIPE LES SALARIÉS À VOTRE ÉCOUTE



DU NOUVEAU DANS L'ÉQUIPE

Le Conseil d'Administration et l'équipe salariée est heureux d'accueillir Charlotte Bourillon et Marion Tissier dans l'équipe, toutes deux basées au sein des bureaux à Orléans.

Arrivée en septembre, Marion Tissier remplace Elsa Tisné-Versailles durant son congé maternité.

Ses contacts :

marion.tissier@centraider.org ;

Tel : 06 42 59 76 32

Charlotte Bourillon succède à Anne Le Bihan en charge des questions de mobilités internationales et de jumelages européens.

Ses contacts :

charlotte.bourillon@centraider.org ;

Tel : 06 81 98 23 28

Nous remercions chaleureusement Anne le Bihan qui durant 4 ans, au travers de son engagement et son professionnalisme a contribué à développer des services liés à la mobilité internationale et au Service Civique, désormais ancrés dans le cœur d'activités de Centraider. Nous lui souhaitons nos plus sincères encouragements dans ses nouvelles fonctions.



Cyril Boutrou

Directeur de l'association
Joué-lès-Tours
cyril.boutrou@centraider.org



Anthony Sigonneau

Chargé de mission
Appui-Acteurs
Joué-lès-Tours
anthony.sigonneau@centraider.org



Sophie Laly

Responsable administrative et financière, coordinatrice Festival des Solidarités
Vendôme
sophie.laly@centraider.org



Elsa Tisné-Versailles

Chargée de mission
Appui-Acteurs
Vendôme
elsa.tisne-versailles@centraider.org



Guillaume Guetreau

Chargé de communication et animation réseau
Orléans
guillaume.guetreau@centraider.org



Charlotte Bourillon

Coordinatrice mobilité européenne et internationale
Orléans
charlotte.bourillon@centraider.org



Marion Tissier

Chargée de mission
Appui-Acteurs
Orléans
marion.tissier@centraider.org

CENTRAIDER
Siège

140 Faubourg Chartrain
41100 Vendôme
tél.: 02 54 80 23 09

CENTRAIDER

Antenne de Joué-lès-Tours
10 avenue de la République
37300 Joué-lès-Tours
tél.: 02 47 34 99 47

CENTRAIDER

Antenne d'Orléans
3 rue de la Chôlerie
45000 Orléans
tél.: 02 38 15 66 59



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CENTRAIDER 20 BÉNÉVOLES MOBILISÉS POUR LE RÉSEAU



Renaud Meltre
Président
Collège associations locales.



Tony Ben Lahoucene
Président d'honneur
Collège réseaux départementaux.



Bertrand Scjaloli
Vice-président
Commission énergie-climat-environnement; Collège institutions régionales.



Issouf Eli Moussami
Vice-président
Commission tourisme équitable et solidaire; Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'Immigration (OSIM).



Wilfried Schwartz
Vice-Président
Maire de La Riche; Collège collectivités locales et leur regroupement.



Marie-Claude Bolzon
Trésorière
Commission Afrique; Collège réseaux départementaux.



Jean-Claude Lézier
Commission eau et assainissement; Collège associations affiliées à une représentation nationale.



Alain Payen
Commission Asie, commission éducation & formation; Collège associations locales.



Joël Dine
Commission agriculture; Collège associations affiliées à une représentation nationale.



Sylvie Gosseaume
Collège associations affiliées à une représentation nationale.



Jean-Luc Guery
Collège associations affiliées à une représentation nationale.



François Zaragoza
Commission Europe; Collège comité de jumelages.



Jean-François Fillaut
Commission énergie-climat-environnement; Collège acteurs économiques.



Michel Hétyroy
Maire de Châtillon-sur-Indre; Collège collectivités locales et leur regroupement.



Mamadou Diarra
Conseiller municipal de Saint-Jean-de-la-Ruelle; Collège collectivités locales et leur regroupement.



Denis Raste
Secrétaire
Collège comités de jumelages.



Théodore Toulougoussou
Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'Immigration (OSIM).



Laurence Bellais
Collège collectivités locales



Nezha El Massoudi
Collège institutions régionales



Bruno Demeurant
Collège associations locales



- Réunion
- Guadeloupe
Karib Horizon
- Martinique
- Mayotte
- Guyanne

LES RRMA EN ACTION

DÉCOUVREZ LES RÉSEAUX RÉGIONAUX MULTI-ACTEURS DE LA COOPÉRATION ET DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALES



FORUM RÉGIONAL
DES RELATIONS INTERNATIONALES

L'INTERNATIONAL
UNE CHANCE
POUR NOS
TERRITOIRES

HALLES DE TOURS
15 / 11 / 2019
8H30 - 16H30

INSCRIPTION GRATUITE

VILLE DE
TOURS

Loiret
votre Département

BANQUE des
TERRITOIRES

Centre-Val de Loire

devup
Centre-Val de Loire

ASIE

CENTRAIDER

MAISON DE
L'EUROPE
TOURS
Centre-Val de Loire